

AP

PRR 317

défense de Occident

Maurice BARDECHE :

Mémento

THE UNIVERSITY
OF MICHIGAN

JAN 4 1967

LIBRARY
READING ROOM

William TUCKER :

Drieu la Rochelle vu par un Américain

François D'ERCE :

Edgar Poë ou l'idéal transatlantique

Les Sept Couleurs

27, rue de l'Abbé Grégoire, 27 - PARIS (6^e)

A PARAÎTRE :

Pierre FONTAINE
**L'AVENTURE
ALGÉRIENNE
CONTINUE**

Pierre FONTAINE fut le premier, dans son livre : **Dossier Secret de l'Afrique du Nord**, publié en 1954, a annoncer les événements graves qui allaient se produire en Algérie.

Sa documentation de premier ordre lui permet de tirer aujourd'hui les conséquences de la situation actuelle. L'affaire d'Afrique du Nord n'est pas terminée. Les mêmes intérêts s'affrontent et les changements les plus imprévus sont possibles. Commandez dès maintenant ce livre qui vous indique ce qui se prépare et qui vous met au courant de l'évolution que la grande presse et la radio se gardent bien de vous faire connaître.

Un vol. in-12, 192 p.

PRIX 10 F

mise en vente du 15 décembre 1966
Les Sept couleurs, C.C.P. 218219 Paris

Nouvelle Série

14^e Année

Défense de l' Occident

Décembre 1966

N° 57

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE



Maurice BARDECHE : <i>De Potsdam à l'alliance russe ..</i>	3
William R. TUCKER : <i>Drieu la Rochelle vu par un Américain</i>	18
François D'ERCE : <i>Edgar Poë et l'idéal transatlantique ..</i>	48
Ch. JATHIERE : <i>La crise permanente de l'agriculture soviétique</i>	57
Robert ANDERS : <i>Les Communistes en Portugal d'Outre-Mer</i>	69

CHRONIQUES

<i>Le Vietnam et la guerre</i>	78
<i>La Presse de l'opposition nationale</i>	82
<i>Les livres du mois</i>	91

27, rue de l'Abbé-Grégoire — PARIS (6^e) — C.C.P. 65-35-65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°.....

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 2,50 F

Abonnements. — 1 an : 22 F

Etranger : 1 an : 27 F

Propagande : 50 F et 100 F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Maurice BARDECHE

Mémento

L'interruption de six mois dans la publication de **Dé-
fense de l'Occident** n'est pas due à notre carence. Notre
imprimeur habituel ayant été mis dans l'impossibilité de
poursuivre son activité, nous avons dû nous adresser à
un autre fournisseur. D'où cette interruption que nous
prions nos lecteurs de bien vouloir excuser.

En reprenant les réflexions que j'adresse chaque mois
à nos lecteurs, je m'aperçois que les événements tour-
nent dans un cercle si restreint et reproduisent si régu-
lièrement les mêmes faces que je n'éprouve pas la moin-
dre obligation de revenir sur les variantes mineures qui
ont enjolivé depuis six mois un tableau aussi tristement
immuable que les vues d'une vieille lanterne magique.
Plutôt que d'égrener des commentaires aussitôt périmés
parce que les événements eux-mêmes sont insignifiants
et bien vite oubliés, il me paraît préférable de définir,
principalement à l'usage des nouveaux lecteurs de cette
revue, les principes et les bases de raisonnement qui
dirigent notre jugement à l'égard des circonstances qui
se présentent. Il peut être d'une utilité générale de four-

nir ainsi régulièrement des éléments de ce qui doit s'appeler, dans le jargon moderne, une dialectique de l'opposition. Et même on peut soutenir que, beaucoup plus que l'Eglise catholique, la pensée de l'opposition a besoin d'un **aggiornamento**. Cette « mise à jour » est trop longue, naturellement, pour un seul article. Je me propose de revenir prochainement sur quelques mythes vénérables dont la poussière, aujourd'hui trentenaire, a besoin d'un sérieux coup de plumeau. Je crois qu'il n'est pas mauvais de faire périodiquement ce que les ménagères appellent un « grand nettoyage ». En attendant, rappelons quelques vérités premières que nous croyons utile de ranger en bon ordre sur notre étagère comme les instruments usuels du laboratoire politique dans lequel nous pesons et étiquetons les événements.

Premièrement, il nous apparaît plus que jamais que la capitulation sans conditions de l'Allemagne a été une des plus grandes catastrophes des temps modernes et même la catastrophe la plus grave de l'histoire européenne. Pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, la moitié du territoire européen est conquis, se trouve sous la domination d'une puissance étrangère, est soumise à un statut colonial du même type que celui que les pays d'Europe ont fait peser autrefois sur certains peuples d'Afrique et d'Asie. L'autre moitié de l'Europe, qui a l'illusion de rester indépendante, est en réalité sous protectorat américain, elle ne peut assurer elle-même sa propre défense, elle ne peut se donner le régime politique de son choix, elle ne peut dégager les solutions politiques ou économiques qui servent son propre intérêt. Telles sont les conséquences de la victoire des Alliés.

Telles sont en particulier les conséquences de l'arrêt incompréhensible et criminel des troupes américaines dans leur progression en Allemagne, alors que l'armée allemande défendait pied à pied le territoire du Reich contre l'invasion soviétique. Ce n'est pas une excuse, c'est une circonstance aggravante de nous expliquer qu'au moment des accords de Yalta, Churchill et Roosevelt étaient de grands malades incapables d'imposer la voix de la raison. Nous sommes devant des faits. Ces faits sont accablants. Depuis vingt ans, ils sont l'histoire de l'Europe. Plus les années passent plus cette situation est difficile à réparer.

Deuxièmement, le triomphe des Alliés a été le triomphe de principes politiques mortels à la santé des peuples et contraires à toute raison. La victoire alliée a imposé l'indiscipline et la trahison comme un devoir. Elle a fait l'apologie de la trahison en présentant comme des héros des gens qui avaient été assez inconscients pour frapper dans le dos leurs camarades au combat. Quelles que soient les raisons qu'ils puissent invoquer, nous pensons et nous ne cesserons pas de penser qu'un officier ou un dirigeant civil qui sabote la défense nationale ou transmet des renseignements à l'ennemi alors que ses camarades de combat sont au feu est un espion et un traître. La conscience universelle que les Alliés prétendent substituer à l'obéissance du soldat est une notion impalpable et fuyante qui laisse la porte ouverte à la propagande de l'ennemi. La prétendue morale universelle, d'autre part, n'est qu'un instrument par lequel les peuples riches et nantis imposent leur suprématie aux peuples déshérités. Tous les peuples ont le droit de vivre, tous les

peuples ont le droit à l'indépendance. La discipline et la loyauté sont les garanties de la vie et de l'indépendance de chaque nation. Il n'y a pas d'ordre, il n'y a pas de civisme en dehors de cela.

Troisièmement, le triomphe du capitalisme juif a été le triomphe de la publicité et, sous sa forme politique, de la propagande. Le mensonge systématique a été, après l'écroulement de l'Allemagne, une arme aussi efficace que les avions de bombardement. Grâce au thème des atrocités allemandes, un gigantesque lavage de cerveau a été imposé non seulement au peuple allemand mais à l'Europe et à l'univers tout entier. La falsification des événements historiques n'est plus le propre aujourd'hui des régimes communistes. Elle est devenue l'arme habituelle des démocraties. Il n'est pas d'événement, il n'est pas de figure, il n'est pas de système qui n'aient été défigurés pour assurer la suprématie politique durable des vainqueurs. Les actes des Alliés étaient passés systématiquement sous silence tandis que les méthodes pénitenciaires erronées employées par l'Allemagne ont fourni le thème d'une campagne sans précédent. En réalité, le nombre des victimes et l'étendue des crimes sont sensiblement égaux de part et d'autre. Les responsabilités de la guerre, nous le savons maintenant, sont également partagées. Mais les moyens de propagande moderne agissent sur les masses et transforment les hommes en robots intellectuels. Le conformisme qui fait des masses les instruments dociles des mandarins politiques est devenu l'instrument de direction le mieux adapté aux grands ensembles démocratiques modernes.

Nous avons vu se développer pendant vingt ans devant nous les conséquences de cette situation dramatique. L'Europe est coupée en deux et, bien loin de faire tous leurs efforts pour mettre fin à cette situation tragique, tous les gouvernements l'ont acceptée et consolidée. De la part des gouvernements alliés, il est clair qu'il y avait l'arrière pensée de maintenir l'Allemagne dans un état constant de faiblesse. La responsabilité des différents gouvernements allemands et en particulier du chancelier Adenauer est, au contraire, très grave. Si Churchill a été par sa folie le fossoyeur de l'Angleterre, on peut dire qu'Adenauer a été par son inertie le fossoyeur de l'Allemagne.

D'autre part, les principes politiques qui ont triomphé ont abouti à une démoralisation générale de l'Europe. Les peuples européens actuels sont tous également veules, lâches, attachés uniquement à la vie matérielle. A part de très rares exceptions produites principalement en France au cours de la lutte pour l'Algérie, l'Europe n'a donné depuis vingt ans aucune preuve de vitalité, d'initiative ou d'énergie. Le culte de l'argent, l'abêtissement provoqué par les mythes du scientisme et de la prospérité ont imposé aux générations d'après-guerre une effroyable médiocrité.

Nous nous plaignons aujourd'hui de l'immoralité de la jeunesse : mais c'est nous qui avons fait cette immoralité. Ce qui serait miraculeux, c'est qu'une jeunesse honnête et saine puisse s'élever sur le triomphe des gredins et le châtement spectaculaire de tous ceux qui ont cru en l'honnêteté. Il est trop clair qu'aujourd'hui, si une guerre survenait en Europe, les contingents français et

allemands, n'ayant rien à défendre que leurs week-end et leurs congés payés, détaleraient encore plus vite que l'armée française en 1940 qui, elle non plus, ne savait pas pourquoi elle se battait. Il est réconfortant toutefois de constater que l'anti-conformisme de la jeunesse actuelle déconcerte les spécialistes du bourrage de crâne et de la propagande. En refusant la morale et les principes que leur proposent les régimes officiels, la jeunesse actuelle repousse un poison. Elle a plus de chances de trouver en elle-même et en son propre instinct une morale propre, des principes justes, qu'en écoutant les faux théologiens qui se sont hissés dans leur chaire après 1945.

Pour maintenir leurs prébendes actuelles, les hommes mis en place par le triomphe de la trahison et de la démocratie ont inventé un type de gouvernement malhonnête qui a pour résultat de maintenir les nations européennes dans leur impuissance en même temps qu'elles conservent leur place aux états-major des vainqueurs. Tout en proclamant le caractère sacro-saint de la souveraineté du peuple, aucun régime moderne n'accepte de fonder sa vie politique sur une représentation photographique des diverses tendances qui existent dans le pays. En réalité, tous les régimes modernes craignent les peuples et se méfient d'eux car ils les croient, et non à tort, capables de brusques et imprévisibles accès de vitalité. Leur but est donc de tromper le peuple avec son propre accord sous le nom de démocratie et aussi de rendre inefficaces, grâce à des mécanismes appropriés, ces sursauts d'énergie qui leur font peur. Aussi, sous des prétextes divers d'efficacité politique, tous, sans exception, recherchent

des méthodes qui leur permettent de tricher avec la véritable expression de la volonté populaire. Les tripotages des lois électorales, les institutions de quotients, de minima divers, les pressions, les interdictions de certaines tendances, ont tous pour résultat de fausser l'expression de la volonté populaire. La confiscation des moyens de presse et d'information au profit exclusif des partis agréés, l'emploi massif de la radio et de la télévision, l'entrée en action de moyens financiers puissants réservés aux seuls satellites des états-majors au pouvoir ont réussi à empêcher le jeu loyal de la confrontation des idées et à contraindre l'opinion à ne s'exprimer que par des filières contrôlées entre lesquelles elle choisit **le moindre mal**. Ainsi chacun est-il désormais rendu incapable non seulement **d'exprimer** intégralement son choix, mais même d'avoir une pensée qui lui soit propre : la plupart des hommes n'ont plus aujourd'hui qu'une pensée préfabriquée qui leur est imposée par de puissants groupements d'intérêts privés.

Mais, en revanche, les mêmes moyens massifs ont popularisé un nombre inouï de notions fausses, d'idées vagues d'inspiration purement sentimentale, de doctrines vénéneuses qui donnent aux principaux peuples européens une sensibilité et une tournure de pensée typiquement féminines. La plupart des Européens raisonnent aujourd'hui d'après leurs nerfs, d'après les pleurnicheries provoquées par la grande presse et d'après ce qu'ils appellent leur **bonne conscience**, c'est-à-dire d'après le lavage de cerveau qu'ils ont accepté et qui remplace leur conscience. Il y aurait toute une étude à faire sur des expressions courantes de notre langage, telles que

« faire prendre conscience de » ou « avoir bonne conscience » ou, inversement, « mauvaise conscience » expressions dont le contenu réel correspond en réalité le plus souvent à des opérations de dissuasion ou de persuasion collectives dont les résultats ne sont pas perdus pour tout le monde. Dans cette étude, le thème des « crimes racistes » devrait faire l'objet d'un examen particulier en raison du haut rendement politique et financier qu'on en a obtenu.

Le résultat, c'est que les peuples européens ont été conduits peu à peu à une véritable **aliénation** de leur personnalité. Actuellement, sous les apparences de la santé et de la prospérité, les peuples européens sont des organismes collectifs gravement malades et incapables de décision, de volonté et d'intelligence.

Nous devons apercevoir clairement que cet empoisonnement de l'opinion publique n'altère pas seulement l'histoire des événements récents, il pèse gravement sur l'avenir. Non seulement par les conséquences médicales, pour ainsi dire, ou, si l'on veut, biologiques, qui accompagnent tout empoisonnement de la pensée individuelle ou collective : mais aussi par ses conséquences politiques immédiates. Par exemple, beaucoup de gens ne se rendent pas compte que toute campagne sur les « atrocités allemandes » est funeste non seulement à l'Allemagne mais à la construction de l'Europe. Car l'Europe ne peut se faire présentement et surtout elle ne peut se compléter dans l'avenir qu'autour de l'Allemagne qui occupe une position géographique centrale et qui est ainsi un pôle d'attraction naturel de tout regroupement européen. Comment un tel regroupement peut-il se faire

un jour si l'on s'obstine à représenter le peuple allemand comme un peuple aux instincts sanguinaires et monstres dont il faut se défier grandement ? Qui ne voit qu'une telle propagande fait essentiellement, qu'on le veuille ou non, le jeu de la politique communiste ?

*
**

Le régime actuel de la France est fondé sur le triomphe immérité d'une poignée d'hommes qui se sont mis à la solde de l'étranger pendant que leur pays se trouvait dans une situation dramatique qui exigeait la discipline de tous. Ils se sont emparés des leviers de commande et des places à la faveur de la victoire des Alliés. Jouant la comédie du jeu des partis, ils ont constamment trompé l'opinion pour se maintenir et, en réalité, n'ont jamais fait autre chose sous différentes dénominations politiques que d'être les serviteurs dociles du grand capitalisme juif international. Ceux qu'on appelle les Résistants comprennent assurément un petit nombre d'hommes qui ont choisi sciemment une attitude de désobéissance, qui en ont assumé les conséquences, et qui se sont battus avec courage en croyant obéir à leur conscience. Ces hommes, il faut le dire, sont très peu nombreux. La plupart des résistants sont des profiteurs ralliés au dernier moment. Le mépris de l'opinion publique pour le titre de Résistant est général malgré tous les efforts faits par la propagande du régime. Le titre de Résistant ne rencontre pas seulement le mépris, il rencontre surtout l'indifférence. Il est fort bien qu'il en soit ainsi. L'opinion, en général, ignore les impostures et les voies de fait

sur lesquelles sont fondées les régimes institués en 1945, mais elle commence à en avoir une sorte de notion vague. La popularité en France du maréchal Pétain le manifeste assez clairement. Il en est de même en Allemagne où la réhabilitation de l'armée allemande fait ressortir la somme immense de courage et d'énergie dépensée par le peuple allemand, et fait apparaître clairement comme criminelle la trahison de quelques-uns. Ces rectifications historiques qui s'accomplissent sous nos yeux sont importantes. Mais il ne faut pas oublier qu'elles ne relèvent pas pour l'instant les graves destructions morales qui ont été causées de tous côtés en 1945. L'opinion ne croit plus au mythe de la Résistance. C'est très bien. Mais elle n'a aucun autre mythe pour le remplacer. C'est le scepticisme qui gagne finalement. Cette situation qui affaiblit les imposeurs à ses inconvénients. Il n'est pas sans danger que non seulement en France, mais dans la plupart des pays d'Europe, la malhonnêteté, les enrichissements scandaleux et énigmatiques, les fripouilleries de tout genre soient aujourd'hui considérés comme des traits normaux et habituels de la vie politique. Ce pourrissement du moral ne peut se prolonger sans entraîner une décadence grave et, à la longue, fatale. Les peuples ont besoin de croire en quelque chose. En vérité, en France comme dans toute l'Europe, la seule idée neuve qu'on puisse apporter aujourd'hui en politique est la revendication de l'honnêteté, du civisme, de la loyauté. Cette renaissance du civisme ne peut se faire que contre les équipes actuellement au pouvoir, elle suppose d'abord la disparition d'un régime fondé essentiellement sur l'imposture, le mensonge et le machiavélisme.

Cette tâche de la France est aujourd'hui également la tâche politique qu'on peut proposer à l'Europe. Entre le régime de caserne du marxisme et la pourriture de l'hypocrisie démocratique, il y a place pour un troisième type de vie politique, à condition que cette vie politique nouvelle repose sur une morale toute différente. L'Europe n'est pas seulement une troisième force par sa place géographique entre les deux blocs, elle est aussi une troisième force par les solutions qu'elle peut apporter. La dictature du prolétariat est aussi étrangère au passé et au tempérament des peuples européens que l'intervention des groupes de pression, des rackets, des gangsters, des combinaisons de tous genres qui caractérisent les formes évoluées de la démocratie. En proposant des régimes forts qui mettent l'accent sur l'honnêteté, la loyauté, la discipline, le désir de servir et en donnant à ces qualités une priorité absolue sur toutes les formes de l'influence capitaliste, l'Europe peut apporter une idée neuve qui soit en même temps dans le sens de ses plus anciennes traditions.

L'expérience gaulliste en France a eu cet avantage de montrer qu'il est faux que les peuples européens n'aient pas d'autre choix qu'entre la démocratie et la dictature communiste. Elle a fait apparaître une troisième forme de régime. Le régime sous lequel nous vivons actuellement n'est pas une démocratie. Il n'est pas non plus une dictature. Il a prouvé qu'on peut arriver à un système de pouvoir personnel tout en gardant les formes extérieures d'une démocratie. Il a montré également qu'un régime autoritaire pouvait être supportable pour les peuples modernes moyennant quelques précautions. Il a tellement

bien mis en lumière le vieillissement des formules traditionnelles de la démocratie que ce que les adversaires du gaullisme reprochent au régime, c'est moins ses mécanismes que la manière dont ces mécanismes ont été faussés par son chef.

Il y a donc la possibilité d'une troisième solution, non seulement sur le plan géographique, non seulement sur le plan des principes, mais également sur le plan de la technique politique.

Mais si l'intermède gaulliste a pu donner naissance à une forme de vie politique utilisable pour l'avenir, l'usurpation du pouvoir par le général de Gaulle et sa clique doit être combattue de toutes nos forces et par tous les moyens. Non seulement parce qu'elle représente le triomphe de l'imposture, non seulement parce qu'elle incarne toutes les idées fausses et les poisons mortels qui ne peuvent amener que l'impuissance et la dissolution de l'Occident : mais parce qu'elle représente le règne, par personnes interposées, du grand mercantilisme juif international dont l'objectif final eut de ne laisser subsister dans la cervelle des hommes aucune autre valeur, aucun autre culte que celui de l'or et de se rendre maître de leurs volontés et bénéficiaire de leur travail par le drainage de toute l'activité humaine au moyen de **l'usure**, plaie décrite et condamnée depuis le XIV^e siècle par toutes les autorités morales, papes, souverains, confesseurs, qui se sont succédés en Occident. Ce drainage est obtenu, on le sait par la monopolisation de fait de tous les secteurs productifs au moyen de puissantes organisations industrielles et financières qui interdisent l'accès à toute initiative privée et transforment

ces secteurs préférentiels de la production en autant de « fermes générales », comme on disait sous l'Ancien Régime, dont ils s'attribuent exclusivement les bénéfices.

L'**aliénation** de l'homme moderne n'est donc pas seulement un **aliénation** politique (par l'escroquerie démocratique) et morale (par l'ingurgitation massive sous contrainte de drogues idéologiques destinées à changer sa personnalité), elle est encore une aliénation matérielle, puisqu'elle ne lui laisse sous le prétexte de libéralisme que les portions congrues du salariat, les sous-traitances subalternes, ou les secteurs de rentabilité secondaire. Avec beaucoup de grands mots sur l'indépendance, le régime actuel nous maintient consciemment dans cette triple sujétion.

La politique gaulliste n'est pas moins équivoque et hypocrite en politique étrangère. Les manœuvres sournoises de rapprochement avec l'URSS n'ont pas seulement le résultat inquiétant, souligné de toutes parts, de détruire l'alliance atlantique sans la remplacer par aucune couverture équivalente, elles aboutissent également à rendre illusoire cette « troisième force européenne » en vue de laquelle la diplomatie gaulliste prétend agir. Car toute politique franco-russe analogue à celle de 1913 ne peut introduire dans l'Europe actuelle qu'un principe de dissolution. Car l'Allemagne, alliée de Washington, devant un complexe d'alliance franco-russe, ne peut pas plus espérer des concessions de la Russie soviétique que Guillaume II ne pouvait en demander à la Russie tsariste. Cette situation au moment-même où des générations nouvelles dénoncent comme un legs absurde du passé la division de l'Allemagne, ne peut manquer d'être lourd

de conséquences. Quelles que soient les assurances et même peut-être les efforts des Etats-Unis, il sera impossible au Département d'Etat d'éviter que des hommes politiques allemands de plus en plus nombreux ne voient dans une conversation directe avec la Russie la seule solution du problème. La politique de Rapallo, trois fois inscrite dans le destin de l'Allemagne, sera fatalement déclanchée à plus ou moins brève échéance par le rapprochement Paris-Moscou. Nous savons à quelles conditions peut être envisagée une réunification de l'Allemagne. Le prix en est la démilitarisation et la neutralisation de l'Allemagne tout entière. Il y aura fatalement un jour ou l'autre un homme d'Etat allemand pour payer ce prix. Qu'est-ce que notre douzaine de bombes atomiques peut contre cela ? La politique gaulliste actuelle, c'est l'annexion à terme de l'Europe par la Russie.

On aggrave encore cette légèreté quand on refuse de comprendre l'effort des Etats-Unis au Vietnam pour établir le principe que le passage frauduleux d'un Etat indépendant dans la sphère de domination communiste est, en fait, une agression de type moderne contre lequel les moyens de défense classiques doivent être nécessairement utilisés. En défendant le Vietnam du Sud, les Etats-Unis défendent l'Europe. Car l'Europe ne sera pas attaquée par d'autres moyens que le Vietnam. Et une « troisième force européenne » n'a pas de sens si l'Europe indépendante qu'on veut instituer n'est pas protégée par une jurisprudence constante d'intervention contre un « débarquement idéologique » qui menacerait son autonomie.

En présence du péril chinois, non seulement la résistance américaine au Vietnam est justifiée, mais la question qui se pose en réalité est de savoir si le gouvernement des Etats-Unis ne devrait pas développer plus complètement une politique préventive de barrage contre les catastrophes qui menacent les hommes de tous les pays et tout spécialement les peuples d'Europe. Car le drame de l'Europe, c'est que les Etats-Unis ayant entre les mains le destin du monde ont aussi entre les mains, malgré eux, le destin de l'Europe. Or, nous voyons bien que, s'ils ont la possibilité de faire face matériellement à cette responsabilité, ils n'ont pas la possibilité d'y faire face moralement. Ils subissent les événements au lieu de les conduire. Ils attendent qu'une situation soit tragique pour faire quelque chose : ils ne savent pas **prévenir**. C'est la fatalité des démocraties. Un jour, les Etats-Unis et avec eux le monde entier, se réveilleront au bord d'un abîme, devant la puissance chinoise qu'ils auront laissé croître et s'armer faute d'avoir **risqué** au moment où l'on pouvait encore maîtriser le péril. Les Etats-Unis ne savent pas risquer. Ils ont besoin d'une réserve d'énergie et de lucidité que seule l'Europe peut leur fournir. La tâche de l'Europe, c'est de faire renaître dans le monde la propriété et l'énergie. Ce n'est pas le chemin qu'elle prend actuellement. Il faut savoir qui si les pays d'Europe sont incapables de sortir de leur inertie actuelle, leur indépendance disparaîtra : et non seulement leur indépendance mais peut-être leur existence même.

Maurice BARDECHE

William R. TUCKER

Drieu La Rochelle vu par un Américain

Nous donnons ici une importante étude parue dans la revue d'une Université américaine sous le titre : Fascisme et Individualisme, la pensée politique de Drieu La Rochelle.

L'auteur qui connaît parfaitement bien les positions des groupes fascistes français et la littérature parue sur ce sujet, a eu le mérite de bien signaler chez Drieu quelques-uns des principaux traits qui ont été en France à l'origine de l'opposition radicale au régime démocratique. Son étude peut être ainsi une occasion de rassembler sous une forme commode et sous une présentation purement critique quelques-uns des points de base qui sont toujours valables et qui soulignent l'importance de la pensée de Drieu.

Il est évident que nous ne prenons pas à notre compte les appréciations de l'auteur, et en particulier la conviction naïve et typiquement américaine qu'il y a une « science politique », en dehors de laquelle la pensée individuelle est nécessairement subjective et stérile. Le reproche qu'il fait à Drieu de ne pas s'être appuyé suf-

fisan
ques
ce q
nion
cond

La
écri
polit
hisse
vain
diffi
guer
polit
tion
velle
part
ture
défa
anne
en
d'œ
fasc
Roc
du
des
droi
ticip
par
tion
vain
lead
fure
D
plus
téra

fisamment sur des statistiques, des études démographiques et autres « travaux » suppose résolu précisément ce qui est discuté, à savoir si l'on doit s'inspirer de l'opinion publique en totalité ou en partie ou si l'on doit la conduire en lui imposant des principes salutaires.

La France a rarement manqué d'intellectuels pour écrire brillamment sur tous les sujets qui touchent la politique. Bien que le fascisme ne soit pas arrivé à se hisser au pouvoir dans ce pays, il a produit des écrivains qui ont proposé le fascisme comme solution aux difficultés françaises pendant la période de l'entre-deux guerres et qui, dans certains cas, ont participé à la politique de collaboration pendant la période d'occupation allemande. Dans leur souci de rechercher de nouvelles valeurs pour l'homme du vingtième siècle, ils ont participé à ce qui nous semble maintenant une aventure extravagante se terminant abruptement sur la défaite militaire des puissances fascistes. Bien que les années qui ont passé aient transformé Hitler et Doriot en figures historiques qui ne laissent pas derrière elles d'œuvres positives à leur actif, au contraire les écrivains fascistes comme Robert Brasillach et Pierre Drieu La Rochelle ont survécu, grâce à leurs œuvres, à la chute du fascisme européen. Partie en raison des recherches des érudits, partie à cause du renouveau de l'extrême-droite en France, ces écrivains et d'autres qui ont participé à la même aventure sont maintenant découverts par les jeunes générations américaines. Cette résurrection de leurs œuvres mérite d'être notée, car ces écrivains commandent peut-être plus nettement que les leaders politiques l'attitude et la sensibilité de ceux qui furent leurs successeurs intellectuels.

Drieu ayant été le plus connu et, peut-être, un des plus distingués parmi les représentants du fascisme littéraire français pendant les années cruciales du régime

national-socialiste, son attitude à l'égard de la séduction de l'Allemagne nationale-socialiste aussi bien que son désapointement en ce qui concerne son propre pays sont un élément important de tout jugement. Son œuvre en tout cas dépasse les circonstances propres à son temps car elle suggère que l'inspiration du fascisme n'est pas nécessairement conformiste et totalitaire mais qu'elle peut avoir au contraire pour origine une orientation purement individualiste qui n'est pas sans rapport avec une sorte d'anarchisme. Que ces apparentements aient été obscurcis par la propagande et par l'action des régimes fascistes, c'est là une chose évidente : mais cela ne prouve pas que cette filiation n'ait pas existé. Quelle qu'ait été la réalité des régimes fascistes, il n'est pas douteux qu'un certain nombre d'hommes ont été attirés vers le fascisme comme Drieu à part la révolte de l'individu devant le monde nouveau.

Drieu cherche en effet à expliquer le fascisme non en se plaçant au point de vue des grands prêtres et des doctrinaires de cette politique mais en montrant ce qu'y cherche le converti. Parce que Drieu comprend le « fasciste de base », qu'il montre ses préoccupations et ses objectifs, l'œuvre de Drieu est un élément d'information pour la science politique. Ses points de vue subjectifs peuvent ainsi contribuer à une vue plus complète des faits.

Formation et influences

Né à Paris en janvier 1893 d'une famille originaire de Normandie, Drieu La Rochelle a passé son enfance au milieu de conflits familiaux, puis il a préparé l'École des Sciences Politiques. En dépit de ses dons brillants, il échoua à l'examen final à cause, disait-il, de ses vues non conformistes. Il fut ensuite mobilisé pendant sept

ans.
pagn
fois.
impo
térien
jours
guern
après
ce q
prop
de g
fois.
sa v
et l
mon
n'ab
d'Er
jour
réfo
vers
Gas
ven
tiqu
S
il d
der
sou
au
«
acc
Fra
de
écr
pér
ess
réu

ans. Il participa aux batailles de Charleroi, de Champagne, des Dardanelles, de Verdun et il fut blessé trois fois. En 1922, il se fit connaître par son premier livre important « *Mesure de la France* ». Dans ses essais postérieurs, ses articles et ses romans, il se présenta toujours comme un porte-parole de la génération de la guerre et fut toujours accepté comme tel. En réalité, après sa démobilisation, il ne cessa pas de rechercher ce qui avait changé et ce qui devait changer dans son propre pays et dans le reste de l'Europe. Après sept ans de guerre, il n'était plus possible de vivre comme autrefois. Recherchant une nouvelle base d'inspiration pour sa vie, il fut intéressé successivement par les dadaïstes et les surréalistes. Déçu par eux, Drieu chercha un moment à fonder un jeune mouvement de droite et n'aboutit qu'à publier un manifeste (1). Collaborateur d'Emmanuel Berl pour son journal « *Les derniers jours* » en 1927, il plaça alors ses espoirs dans une réforme du jeune capitalisme. Mais il se tourna bientôt vers les jeunes turcs du radicalisme représentés par Gaston Bergery, Pierre Dominique et Bertrand de Jouvenel, voyant en eux les espoirs d'une rénovation politique en France.

Sa déception de ce côté le porta vers le socialisme : il découvrit bien vite qu'il n'avait aucun espoir à fonder sur les parlementaires socialistes. Enfin en 1934, sous le coup de ces diverses désillusions, il se convertit au fascisme et publia son principal ouvrage politique « *Socialisme fasciste* ». Pendant l'occupation, Drieu accepta la responsabilité de diriger la « *Nouvelle Revue Française* » en Décembre 1940. Au moment de la défaite de l'Axe, il saborda la NRF (en 1943) mais continua à écrire dans le journal « *Révolution Nationale* ». Désespéré par la tournure que prenaient les événements, Drieu essaya deux fois, en vain, de se suicider et finalement, réussit lors d'une dernière tentative, le 15 mars 1945.

Drieu et la Contre Révolution

Un certain nombre des fascistes français passèrent directement du mouvement d'Action Française de Charles Maurras au national-socialisme mais tel ne fut pas le cas de Drieu. Sur la fin de sa vie, il soutenait qu'il avait été un fasciste depuis sa démobilisation en 1918, voulant dire par là qu'il était sorti fasciste des tranchées. Si cette déclaration est vraie, son fascisme né de la sensibilité du temps de guerre était aussi subjectif qu'utopique. Il consistait en un mélange d'euro-péanisme idéalisé et de socialisme sentimental. Mais, de l'intérêt qu'il éprouvait à la politique à une vision purement personnelle et esthétique de l'avenir, il oscilla constamment entre ces deux pôles d'attraction. Il était également incapable de s'identifier à une version nouvelle des formules anciennes et de trouver une formule qui satisfasse définitivement son goût d'une innovation radicale. Cette recherche purement subjective de valeurs qui dépassaient la politique le rendaient, au moins à son point de vue, absolument inclassable d'un côté ou de l'autre. François Mauriac lui-même, après avoir décrit Drieu comme un homme de droite, est obligé de reconnaître : « Je sais que cette expression n'est pas exacte. » Et il ajoute que Drieu appartenait plutôt au Centre, non pas au Centre politique mais ce « centre sentimental » à ces *modérés passionnés*, auxquels se rattachent tant de tentatives d'une génération.

Pourtant, il est certain que Drieu a subi comme tout le monde des influences. Son origine familiale était bourgeoise. Comme il l'expliquait lui-même, elle appartenait à cette bourgeoisie dont la transplantation de la province à Paris était relativement récente, qui avait peu d'expérience politique et qui avait toujours été attirée par les opinions sentimentales et extrémistes. En gros, c'est ce

que Barrès appelait des « déracinés ». Sa mentalité était celle de la fin du boulangisme. Eprouvant un vague sentiment de malaise et incapable de réagir contre son absorption par la grande ville, ce « milieu », suivant Drieu, était dominé par le sentiment que nous étions dans une période où tout n'était plus si bien qu'autrefois (3). Il est peu douteux que l'espèce d'obsession que Drieu a toujours montrée à l'égard de l'idée de la décadence de la civilisation a eu pour origine cette idée fixe du milieu dont il était originaire. Son mépris pour la vie parisienne, même quand il en goûtait les plaisirs, et ses préférences pour la vie plus calme et plus saine de la province étaient aussi des attitudes qu'on retrouvait chez Barrès.

Drieu avait d'autres affinités encore avec Barrès. Il partageait en particulier son pessimisme qui touchait parfois au nihilisme. En vérité cette conclusion que la vie n'a pas de signification, qu'elle est de jour en jour plus absurde, pourrait être venue aussi bien sous la plume de Drieu que sous celle du grand écrivain de droite lorrain. Certes, il désirait croire, comme Nietzsche, que la vie peut être ce que chacun veut qu'elle soit. Mais cette faible consolation fut aussi inutile à Drieu, qui finit par se suicider qu'elle l'avait été à son maître germanique qui finit par l'asile. Ni Drieu ni Barrès ne purent triompher de leur pessimisme. Tous les deux envisagèrent la politique en fonction de cette obsession fondamentale (4). Ils ne furent jamais capables non plus ni l'un ni l'autre de se détacher de leurs origines bourgeoises. C'est en particulier cet attachement obstiné à une sensibilité de classe qui empêcha Drieu de se rallier jamais complètement à la gauche (5).

Ce sentiment que Drieu avait d'appartenir à la bourgeoisie l'amena même à la conclusion que le prolétariat n'avait pas d'unité réelle et qu'il était absolument incapable de mener une action indépendante. C'est seu-

lement si le prolétariat acceptait d'être guidé par la bourgeoisie qu'il pourrait marquer son empreinte sur l'histoire. La volonté et l'énergie ne se sont trouvées au cours de l'histoire que dans la classe bourgeoise. Et toute la carrière politique de Drieu montre que sa préoccupation principale fut justement de découvrir dans sa propre classe les individus capables de la guider dans cette politique de redressement.

C'est cette recherche de l'énergie qui le plaça également dans la tradition de Sorel. Comme pour le célèbre théoricien du syndicalisme, le but de Drieu était une résurrection de la vitalité et de l'énergie chez l'individu. C'était un « homme nouveau » qu'il fallait créer pour échapper au déclin de la civilisation. Bien que Drieu ait placé tout son espoir dans la puissance de la volonté individuelle, alors que Sorel la plaçait dans la grève générale, l'un et l'autre, en fait, vivaient sous l'influence d'un mythe. Le mythe de Sorel était essentiellement un moyen de faire échapper le prolétariat à la stérilité fatale de la politique et de lui offrir des modes nouveaux de développement et d'originalité. Celui de Drieu était une corde qu'il offrait à la bourgeoisie pour l'aider à grimper sur les sommets qui lui permettraient de dépasser les querelles politiques et d'imposer de nouveau sa marque à l'histoire. Mais, parce que ces aspirations de visionnaires ne pouvaient s'appliquer à aucune tactique précise, et Drieu et Sorel étaient l'un et l'autre condamnés à n'être que des « outsiders », chacun dans son propre style.

Enfin, il est certain aussi que les réactions anti-démocratiques de Drieu avaient une certaine ressemblance avec celles du leader monarchiste Charles Maurras. La pensée de tous les deux avait une orientation essentiellement esthétique. Si Drieu n'écrivait pas comme Maurras des poèmes dédiés aux statues des jeunes héros (6), il avait lui aussi le culte de la beauté physique dans sa

vie personnelle et une sorte de répulsion instinctive devant la laideur. Sa vision de l'avenir concrétisée par de jeunes et beaux athlètes construisant un monde nouveau était elle aussi un rêve de nature purement esthétique.

Cette conception esthétique est un mode d'approche typiquement européen des problèmes politiques, principalement lorsqu'elle se combine avec une sorte de refus de prendre en considération les préoccupations morales. Il est certain que la morale était considérée comme peu importante à la fois par Drieu et par Maurras, en ce qui concernait du moins la tradition philosophique dans laquelle ils se plaçaient. Pour l'un comme pour l'autre, cette indifférence à la morale est non moins frappante que leur indifférence parallèle concernant l'économie. Drieu n'admettait pas plus le droit de la société à juger sa position ou son action personnelle que Maurras n'admettait sa prétention à l'accuser d'intelligence avec l'ennemi en 1945. L'un et l'autre pensaient que l'intellectuel ne peut être jugé que par l'histoire et ils demeuraient convaincus de la noblesse de leurs motifs. Drieu résumait cette position dans son *Journal* en disant qu'il ne fallait pas hésiter à avoir les pieds dans la boue pourvu qu'on ait les mains propres. Refusant de se soumettre au jugement des autres, il soutenait que le devoir de l'individu dans le monde moderne était essentiellement un devoir de présence et de participation, attitude qui rappelle jusqu'à un certain point celle de John Stuart Mill et qui s'oppose aussi fermement que celle de Maurras à toute espèce de prétention de jugement émise par le parti vainqueur.

Certes, Drieu s'écartait souvent des thèmes habituels de ces coryphées de la contre-révolution. Barrès était, par exemple, proche de lui par son tempérament, mais il rejetait le nationalisme de Barrès qui était une part importante de son attitude politique. Malgré tout ce qui

le rapprochait de Sorel, il rejetait la plupart de ses analyses politiques en ce qui concernait le passé, parce qu'il n'avait pas comme lui la foi dans l'action du prolétariat (7). Ses divergences avec Maurras étaient plus remarquables encore, puisqu'il ne fut jamais d'accord avec les conceptions royalistes de Maurras ni avec son nationalisme intégral.

Drieu et les partis

En tant que révolutionnaire, Drieu avait le plus profond mépris pour les partis bourgeois. A ses yeux la droite classique en France, c'est-à-dire les modérés et les autres groupes parlementaires partisans d'une économie de marché libre, était le symbole même du conservatisme décadent sous sa pire forme. Le seul principe d'action de la droite, pensait-il, était la conservation des privilèges économiques de la bourgeoisie et ses préoccupations étaient purement matérialistes. A ses yeux, le capitalisme français était aussi pauvre de contenu spirituel que le capitalisme américain (8). Il était convaincu que les partisans de l'économie libérale, cyniquement dévoués à l'égoïsme de leur clientèle, étaient arrivés depuis longtemps à un accord secret avec la gauche parlementaire pour se diviser les dépouilles que le système politique et économique mettait à leur disposition. Se partageant la défense des abus, les modérés et leurs alliés s'étaient spécialisés dans la protection de la fraude fiscale tandis que les partis de gauche s'étaient fait les défenseurs de la paresse et de l'inflation des fonctionnaires en surnombre (9). Ainsi, à ses yeux, la droite classique n'avait pas plus de crédit que la gauche. A la vérité, pendant un court moment, en 1940, après l'institution de la Révolution Nationale sous la direction du maréchal Pétain, il espéra qu'au moins les jeunes patrons pourraient se décider à s'enga-

ger dans la création d'un nouvel ordre basé sur le refus du matérialisme. Mais sa désillusion fut rapide, la confiance qu'il avait montrée un instant à la nouvelle génération du patronat disparut (10).

Le parti radical-socialiste était, d'autre part, le plus ancien des partis français et sa position centrale l'obligeait à osciller constamment de la droite à la gauche, du conservatisme au socialisme. Drieu n'avait pas d'illusions sur les radicaux. Leur seule vocation, pensait-il, était de se livrer au jeu stérile de la politique. Autrefois défenseurs de la petite bourgeoisie, ils étaient devenus depuis longtemps un parti de techniciens de l'arrivisme. Les porte-paroles du radicalisme étaient bien trop occupés à pérorer sur le thème de la mission de la France dans le monde pour penser à la réformer. Le radicalisme ayant fourni à la France la plupart de ses chefs de gouvernement, Drieu le tenait pour responsable de la dépopulation de la France et de l'invasion de millions d'étrangers, Juifs, Arabes, Nègres et Annamites. Déjà en 1926 il avait prédit le déclin et l'éclipse du parti radical qu'il comparait au parti libéral anglais et au parti du centre en Allemagne. Puisque les partis du centre étaient tous condamnés à disparaître, il estimait que le parti radical ferait mieux d'admettre franchement son affinité secrète avec les modérés et de se joindre à eux dans une défense avouée des privilèges du capitalisme (11).

Trop bourgeois pour se joindre aux révolutionnaires de gauche, ne croyant pas à la capacité des ligues réactionnaires de droite pour l'action, d'autre part dégoûté du statu quo défendu par les partis bourgeois, Drieu ne pouvait placer son espoir que dans un sauveur provenant de l'intérieur ou du dehors. Certes, il aurait pu se tenir à l'écart de toute politique. Cette manière de résoudre le dilemme n'était pas encore à la mode. L'intellectuel dégoûté de la politique n'est apparu en France qu'après la seconde guerre mondiale. Puisque

cette solution n'était pas possible, Drieu et d'autres intellectuels étaient condamnés à subir la séduction du fascisme qui prétendait contraindre l'homme à s'élever malgré lui au dessus des intrigues stériles de la politique. Il ne faut pas s'étonner qu'un spécialiste français de la politique contemporaine soit arrivé à la conclusion que c'était une simplification gratuite et systématique de faire la confusion du fascisme et de la droite (12). Il est certain qu'en ce qui concerne Drieu, son combat intellectuel n'était pas, du moins de son point de vue, celui de la droite contre la gauche ni de la gauche contre la droite, mais que c'était un combat général contre la sénilité, la cupidité et l'hypocrisie, quel que soit le camp où on les trouve (13).

Nationalisme et européenisme

Drieu, répudiant tout esprit de système, devait se trouver en opposition avec l'Action Française car, pour lui, le grand mouvement réactionnaire était au moins aussi éloigné de la politique réelle que les partis parlementaires. En fait, la république était indispensable à Maurras, *sans laquelle il n'aurait pas eu de raison d'être*, mais surtout les divergences de Drieu avec la pensée de Maurras concernaient des problèmes extrêmement importants, le passé de la France, les choix offerts par la politique étrangère et la future place de la France en Europe.

Quand Drieu commença sa carrière d'écrivain, le prestige de Maurras était au plus haut. Son influence était si considérable que le jeune écrivain débutant éprouva la nécessité de définir sa propre pensée par rapport à celle de son aîné. Drieu exprima aussi bien son admiration pour l'esprit de camaraderie qui caractérisait l'Action française que la dette d'influence qu'il avait lui-même contractée à l'égard de Maurras dans son essai

« Mesure de la France » (14). Mais il ne pouvait pas aller plus loin. Drieu acceptait les résultats de la Révolution française et il était convaincu que la république était la forme de régime qui convenait le mieux à la France.

Etre un monarchiste lui paraissait une position réactionnaire qui supposait la résurrection d'un passé révolu (15). N'ayant aucune admiration spéciale pour la France de Louis XIV, considérée par Maurras comme l'âge d'or de la puissance nationale, Drieu montrait, au contraire une préférence pour l'esprit aventureux du Moyen-Age qu'il mettait bien au-dessus du classicisme du XVII^e siècle. Pour lui, le génie de la France n'était pas du tout dans la mesure et la modération de l'esprit classique. Il lui semblait plutôt incarné par l'esprit mystique des Croisades dans lesquelles la France avait fourni plus de participants qu'aucune autre des nations européennes. Il aimait citer en outre les Jacobins qui étaient pour Drieu les véritables prédécesseurs du fascisme (16) et aussi bien Calvin et Napoléon. C'étaient là, pensait-il, les grands *extrémistes* de l'histoire moderne. Il soulignait avec complaisance qu'il n'y avait pas d'aventure folle dans l'histoire humaine à laquelle la France n'ait largement participé (17). Ces positions, naturellement, n'étaient pas spécialement du goût de l'Action Française. C'était moins grave encore que la conviction de Drieu que Maurras était plus doué pour la littérature que pour l'action politique.

Avant que Drieu n'ait fait connaître ces points de divergence, il avait été courtois par l'Action Française. On ne lui demandait pas une adhésion formelle. Dans le cas de jeunes intellectuels remarquables, on s'était contenté de l'assurance que Maurras était le maître à penser de la jeune génération et cette déclaration, combinée avec une attitude à peu près conforme en gros à la ligne du parti, était considérée comme tout à fait

suffisante. Le refus de Drieu amena, il n'en faut pas douter, un refroidissement sensible des relations entre lui et les principaux collaborateurs de l'Action Française (18).

L'obstacle fondamental était constitué par la politique étrangère, domaine dans lequel Maurras se considérait comme particulièrement infailible. Pour Maurras, la politique de l'équilibre des forces était la pierre angulaire de toute politique extérieure française. Ce que Drieu proposait au contraire n'était pas autre chose que de dépasser le nationalisme et de créer une fédération européenne. En ce qui concerne la politique étrangère, Drieu et Maurras étaient donc en pleine opposition aussi bien sur la méthode que sur le fond. L'un et l'autre critiquaient les méthodes du quai d'Orsay. L'*empirisme organisateur* de Maurras qui était pour celui-ci la clé de l'histoire de France, était rejeté par Drieu au profit de l'analyse démographique et il exprimait sa conviction qu'une action urgente était maintenant nécessaire pour arrêter la décadence de la culture dans toute l'Europe. Aussi, malgré la tentation qui avait attiré un moment Drieu vers l'Action Française pendant sa jeunesse, s'en sentait-il de plus en plus séparé à mesure que ses propres idées politiques se formulaient plus clairement à ses yeux.

Même dans l'immédiate après-guerre, Drieu cinglait ironiquement l'euphorie générale qui s'était emparée de l'opinion française. Dans ce pays qui apparaissait en Europe comme le vainqueur politique et militaire de la guerre mondiale, il diagnostiquait des signes incontestables de déclin. La France, disait-il, avec une population de 38 millions d'habitants, arrive en Europe au quatrième rang après l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, tandis que, un siècle auparavant, la France était encore le peuple le plus nombreux de l'Europe. Dans le vingtième siècle, le « crime de la France » (c'était le titre qu'il

avait voulu donner d'abord à *Mesure de la France*) était son impuissance à maintenir un taux suffisant de natalité. C'était cette défaillance qui avait poussé l'Allemagne surpeuplée de 1914 à convoiter les provinces françaises pour y loger son surplus d'habitants. Il est certain que, malgré la victoire de 1918, la France sous-peuplée serait incapable de supporter seule la pression des populations d'Europe centrale. En outre, l'intervention de puissances non européennes dans la guerre avait marqué le commencement d'une nouvelle ère dans l'histoire de l'Europe. Car, désormais, la France et l'Europe toute entière avec elle, étaient menacées par la croissance des deux grands empires américain et russe. L'empire anglais présentant d'ores et déjà des signes évidents de dissolution qui le condamnaient, l'Europe se trouvait inévitablement exposée à subir dans l'avenir la double pression des Etats-Unis et de la Russie.

Il est évident qu'une telle analyse était en contradiction avec l'état des esprits après la seconde guerre mondiale. C'était précisément pendant cette période que les nationalistes français exigeaient une politique de force, incluant en particulier le démembrement de la Germanie et une politique de fermeté à l'égard des points de vue américain, anglais ou russe. A l'exigence de Maurras *la France seule*, Drieu répondait qu'aucune nation européenne, y compris la France, ne pouvait désormais être assez forte par elle-même pour arrêter l'expansion des nouveaux empires. Si l'Europe n'arrivait pas à se fédérer, il n'y avait pour avenir qu'une seconde guerre mondiale ou l'annexion au sein d'un des deux empires nouveaux. De l'une ou l'autre de ces perspectives, c'étaient les forces extra-européenne qui profitaient.

Drieu estimait que le nationalisme était une force aveugle qui poussait l'Europe vers une deuxième guerre mondiale aussi catastrophique que celle de 1914. Aussi, dès 1928, dans « Genève ou Moscou », pouvait-il affirmer

qu'une *union douanière européenne* devait être réalisée avant dix ans sous peine de vie ou de mort pour l'Europe. La puissance productive de l'Europe ne lui paraissait pas utilisée à fond et surtout, à la longue, il pensait que l'Europe ne pourrait se dispenser de compenser la perte de ses anciennes colonies du XVIII^e siècle et le déclin de ses marchés d'exportation par une organisation rationnelle de son marché intérieur. C'était à son point de vue la seule manière de conquérir son indépendance à l'égard de l'impérialisme américain (19). En outre, la pression de l'impérialisme soviétique s'exercerait avec beaucoup moins de chance si les classes bourgeoises européennes abandonnaient leurs particularismes nationaux. Aussi les suppliait-il de reconnaître que la seule alternative à la colonisation par l'Amérique ou par la Russie était une union économique garantie par une union politique.

Drieu fut bien forcé d'arriver à la conclusion que la bourgeoisie européenne ne renoncerait pas spontanément à ses particularismes nationaux. Dès novembre 1939, il commençait à croire que l'union européenne ne pourrait être imposée que du dehors dans un autre esprit que celui de Genève et par d'autres moyens, et c'était évidemment une allusion voilée à l'Allemagne nationale-socialiste (20). Quand l'occupation allemande devint une réalité, Drieu en conclut, à la lumière de tant d'occasions manquées entre les deux guerres, qu'aucune fédération européenne ne serait possible sans une hégémonie (21). La signification véritable de la victoire allemande était, dans sa pensée, la transformation du national-socialisme en une autarcie à l'échelle européenne (22). Seule l'Allemagne, ayant aperçu assez clairement les problèmes du monde moderne, s'était donné comme but politique l'unification européenne. Et il était évident que l'hégémonie de l'Allemagne sur la France et les autres nations européennes était le prix qu'on devait payer pour l'organisation du continent. De toute manière, il n'était

plus question avant la défaite, pas plus qu'il n'en avait été question réellement auparavant, que la France puisse suivre Maurras lorsqu'il aspirait à un nouveau siècle de domination française sur l'Europe (23). La France n'avait plus désormais la possibilité de choisir librement le rôle qu'elle voulait jouer, étant donné les aspirations des nouvelles grandes puissances une domination à échelle continentale. Ainsi, les positions que prenait Drieu en ce qui concerne la France de 1940 n'étaient pas essentiellement différentes de ses vues de 1922, le seul facteur nouveau était le fait de reconnaître la vocation de l'Allemagne à une rôle hégémonique.

Le Socialisme fasciste

L'analyse que faisait Drieu du déclin de la France était un long commentaire de sa faiblesse en tant que grande puissance. Il ne prenait pas en considération un seul instant l'argument que sa civilisation supérieure était capable de triompher de nations plus peuplées. Car, pour Drieu, la civilisation française était déjà entrée en agonie. Il y avait déjà, croyait-il, une crise de l'intelligence causée par une sorte d'épuisement qui s'étendait à tout et la décadence qu'il constatait n'était en somme qu'un symptôme et une conséquence de cet état d'épuisement. Une civilisation qui n'est pas capable de se renouveler à la fois sur le plan physique et sur le plan intellectuel, qui est incapable de virilité et d'énergie, est déjà une civilisation décadente. Drieu rejetait la distinction de Maurras entre le *pays légal* et le *pays réel*. Elle signifiait simplement qu'on pouvait séparer la pourriture du régime de celle de la société dont il était issu. Drieu était convaincu qu'une telle séparation n'était pas légitime et que la corruption du système politique allait de pair avec l'existence d'une société profondément corrompue par elle-même.

A la thèse marxiste d'un conflit implacable entre le capitalisme mourant et la jeunesse du socialisme qui devait finir par une victoire inévitable du prolétariat, Drieu opposait la thèse que le capitalisme et le socialisme-marxiste n'étaient pas du tout antithétiques. Il n'était nullement nécessaire, en réalité, de choisir entre les deux, car ils représentaient l'un et l'autre une forme de la dégradation de la civilisation moderne. En réalité ils étaient l'un et l'autre les deux faces du même phénomène, le matérialisme moderne. Le monde entier, avant l'apparition d'Hitler tout au moins, semblait à Drieu condamné à subir finalement l'influence marxiste. Que le régime s'inspire du capitalisme privé qui existait aux Etats-Unis ou du capitalisme d'Etat de la Russie, ces deux locomotives du xx^e siècle et en puissance les deux grands adversaires du conflit capitalisme-socialisme, leur but était identique : produire pour produire. La Russie de Lénine à sa naissance avait été un grand rêve : très vite la Russie avait suivi la même orientation fatale que les Etats-Unis vers un monde essentiellement collectiviste et industriel. De leur côté, les grandes sociétés capitalistes se dirigeaient peu à peu vers une certaine forme de communisme, car elles aboutissaient pratiquement à une sorte de fourmilière matérialiste. Dans les deux cas, tout l'effort social était dirigé vers un but collectif et non pas utilisé au profit des individus (24). Et, selon Drieu, il importait peu que le but final soit fixé par Lénine, Hugo Stinnes ou Henry Ford. Car le résultat était que l'homme, sous ces diverses directions, était de plus en plus perdu au milieu de la masse abstraite du monde moderne, qu'il voyait disparaître de plus en plus dans sa propre individualité dans les immenses fourmilières qui lui étaient imposées comme cadre de vie (25).

En fait, tous les refuges grâce auxquels l'individu avait réussi autrefois à maintenir dans sa vie une sorte d'harmonie à créer une sorte d'équilibre de sa personnalité,

étaient menacés de disparition. Même la fonction la plus élémentaire, celle de la reproduction, était menacée par la promiscuité. Une des idées les plus personnelles de Drieu était que le drame du monde moderne n'était pas moins de nature sexuelle que de nature sociale (26). La fourmilière humaine et la civilisation de la machine faisaient disparaître le bonheur de vivre et attaquaient à la fois la morale de la société et l'âme dans chaque homme. Les grandes capitales étaient habitées aujourd'hui par des populations épuisées et dégénérées, abruties par le vice et le vacarme mercantile des tentations du monde moderne. Le niveau de la moralité baissait avec une rapidité effrayante (27). Les Français qui avaient déserté les villages d'autrefois pour les grandes villes étaient devenus une population dépersonnalisée et sans âme, ils n'étaient plus que les survivants hébétés d'une race autrefois vigoureuse.

Le symptôme le plus effrayant de cette lente agonie de l'individu dans le monde moderne était le déclin de toute forme de beauté. L'admiration béate pour toute forme de progrès scientifique était une des marques de la disparition de toute espèce d'esprit créateur chez l'homme. L'homme admire la science, répétait Drieu, parce qu'il est maintenant incapable d'être un artiste (28). Le progrès scientifique est fait pour aider les faibles. Les résultats d'une civilisation scientifique dépendent en réalité des qualités humaines de ceux qui l'ont inventés et qui la dirigent. Or, tout ce que l'humanité produit actuellement est laid. L'homme, en tant qu'artiste, a été capable autrefois de tirer de la beauté de la pierre, le ciment moderne est stérile. Il y a des années, constatait Drieu, qu'on n'a pas réussi à créer un seul beau monument sur la surface de toute la terre. Même l'apparence physique des hommes était une preuve manifeste de leur déclin : leurs dos voûtés, leurs épaules basses, leurs têtes chauves, leurs jambes maigres, leurs faces sans expres-

sion. Ils ne pensent plus qu'à leurs week-end, leur mangaille, leurs apéritifs, ils donnent l'impression de ne plus être qu'un ramassis d'avortons et de vieillards (29). Dix ans après l'armistice, Drieu ne voyait plus d'avenir pour les peuples d'Europe. Il écrivait en 1927 dans « Genève et Moscou » : « Je crois à la décadence de l'Occident ; je crois à la décadence de toute la planète » (30).

Ce fut l'émeute du 6 février 1934, qui fut interprétée à cette époque comme le signe précurseur d'un redressement national en France, qui orienta Drieu vers le fascisme comme solution politique. En voyant la France se réveiller, il s'était souvenu de l'héroïsme des vagues d'assaut contre les tranchées ennemies pendant la guerre. Maintenant, il était certain que la chute du régime n'était plus qu'une question de temps. En 1936, Drieu vit en Jacques Doriot le continuateur de l'esprit du 6 février et un chef politique qui était capable de restaurer l'énergie nationale. Le fascisme, aux yeux de Drieu, offrait à une société qui était frappée d'une espèce de paralysie spirituelle, la possibilité d'une renaissance. La foi et la confiance ne pouvaient venir que des individus, mais, éventuellement, une nation toute entière, un continent même tout entier, pouvait aspirer à une régénération (31). Doriot lui parut un leader qui était tout à fait le contraire des intellectuels corpulents et sceptiques des partis parlementaires. Il lui parut un athlète capable de soulever dans ses bras le corps débilité de la France. Le Parti Populaire Français, dans l'esprit de Drieu, était capable de rassembler toute cette spiritualité éparse qui restait disponible dans la nation française et de créer un élan de confiance capable de sauver la nation et, avec elle, l'Occident.

La France ne se jeta pas dans les bras de Doriot et le Parti Populaire Français ne réussit pas à provoquer un puissant mouvement de masse. Devenu sceptique sur les destinées du fascisme français, Drieu quitta le mouve-

ment en novembre 1938. Il avait fini par conclure que Doriot n'était rien d'autre qu'un des anciens politiciens radicaux grimmé sous un nouveau déguisement. En dépit des apparences, l'adhésion de Drieu au parti de Doriot avait été un symptôme de désespoir plutôt que de confiance. Il se trouvait dans un tel désarroi qu'il eût évidemment suivi n'importe quel homme qui lui aurait donné l'impression d'agir.

On pourrait en dire presque autant de l'attitude de Drieu dans la politique dite de collaboration. Il ne vit guère autre chose en Hitler qu'un apôtre de l'unification européenne et un réformateur qui apportait une nouvelle version du socialisme. En tant qu'intellectuel, Drieu se souciait fort peu de savoir si la réalité du régime faciste réalisait son propre idéal. En réalité, il semble qu'il se soit aperçu assez tôt qu'il y avait des réserves à faire. Et même on peut se demander s'il aurait été, en réalité, un partisan bien résolu de la politique hitlérienne. L'expression même de national-socialisme pouvait le faire hésiter, il était en réalité fort peu nationaliste et certainement pas nationaliste allemand. D'autre part, en dépit de l'expression qu'il avait employée en 1934 de « socialisme faciste », il ne paraît pas avoir été particulièrement bouleversé par l'évolution de Mussolini ni par le fait qu'Hitler, cette même année, ait lâché l'aile gauche de son propre parti pour conclure une paix opportune avec le grand capitalisme allemand. Le national-capitalisme totalitaire du régime hitlérien n'était pas précisément l'incarnation du « socialisme fasciste » européen que rêvait Drieu. Mais Drieu était guidé par une mystique, subjective comme toutes les mystiques. C'est seulement de ce point de vue que l'allégorie du corpulent Doriot transformé en bon « athlète » sauveur est compréhensible. C'est parce que Doriot voyait les événements contemporains à travers l'écran de fumée de sa propre construction intellectuelle qu'il pouvait voir le socialisme

incarné par les mouvements fascistes contemporains qui, une fois au pouvoir, montrèrent une remarquable capacité pour l'opportunisme politique par les alliances qu'ils surent conclure avec les éléments les plus conservateurs et les plus réactionnaires de leurs propres pays. En fait, Doriot s'intéressait peu à l'analyse des structures économiques. Pour lui, le *socialisme fasciste* était surtout une révolte contre un univers matérialiste.

Il estimait en effet que le *socialisme fasciste* était le seul moyen d'affranchir l'homme de la fourmilière humaine du monde des machines et des cités gigantesques, d'assurer le triomphe final de l'idéalisme sur le matérialisme. Le socialisme qu'il rêvait s'inspirait de Saint-Simon, de Fourier, de Cabet et de Proudhon. Le marxisme, estimait-il, avait altéré les primitives traditions socialistes qui avaient pourtant connu une fugitive résurrection avant la première guerre mondiale grâce à la pensée de Sorel et de Pelloutier. La guerre avait mis fin à cette renaissance de la grande tradition socialiste, mais elle existait toujours et elle pouvait aider ceux qui cherchaient à échapper au destin que le marxisme leur décrivait comme inéluctable (33). Le véritable socialisme n'est pas dans le rationalisme abstrait qui avait produit à la fois le marxisme et le libéralisme économique, mais son inspiration véritable était dans la libération de la volonté de vivre de toute espèce de servitude. Il était à la fois dans son essence bourgeois et anticapitaliste. Drieu souhaitait que le capitalisme cessât d'être la raison d'être de la bourgeoisie sur les épaules de laquelle il ne pesait pas moins lourdement que sur celles des travailleurs et des paysans car il l'empêchait d'être elle-même. Le socialisme traditionnel ramenait l'homme au contraire vers les formes naturelles et instinctives de la vie (34). Il faisait revivre l'audace, la volonté d'indépendance, il appelait à l'affranchissement des grandes tyrannies collectives. Il offrait à la petite bourgeoisie la seule voie

de salut qui lui restât en la libérant de sa *mentalité de rentier* et de son obsession de la sécurité financière.

Drieu ne pensait pas que l'Etat eût un rôle important à jouer une fois que le nouveau socialisme aurait été établi. De même qu'il croyait que le nationalisme n'était qu'un aspect accidentel du fascisme qui serait rapidement dépassé par l'esprit européen, de même il était convaincu qu'avec le *socialisme fasciste* l'Etat interviendrait de moins en moins dans la vie privée des hommes, qu'il ne serait plus qu'un pouvoir supérieur destiné à faciliter les choses, un souverain serviable en quelque sorte au lieu d'un mécanisme sourd et aveugle. Il ne lui venait pas à l'esprit la possibilité que le leader fasciste et sa clientèle d'artisans, de petits bourgeois, de petits industriels, de paysans et d'intellectuels, s'étant emparé du contrôle de l'Etat, pourrait trouver toutes sortes de prétextes pour le garder et même le renforcer en se contentant de la seule satisfaction de la prise du pouvoir. Pour lui, le *socialisme fasciste* ne pouvait être que la semence d'un authentique et viril esprit de liberté laissant à l'individu une infinité de possibilités de développement. On tuera l'étatisme, aimait-il à dire, en redonnant son rôle véritable à l'Etat (36). Mais, tandis que Marx et Engels s'attachaient à montrer par une analyse dialectique comment la dictature du prolétariat portait en elle-même le germe du dépérissement de l'Etat, la conviction de Drieu était d'ordre purement mystique : il se bornait à annoncer que, lorsque l'individu aurait retrouvé une vie joyeuse et virile, il pourrait désormais déployer librement tous les aspects de sa personnalité sans avoir à se soucier des incidences matérielles dont l'Etat se chargerait sans qu'on soupçonne même sa présence. Persuadé qu'une des caractéristiques du xx^e siècle serait la disparition de la lutte des classes et des féodalités d'intérêts privés, il semble avoir fondé tout son espoir sur l'hypothèse que l'homme fasciste trouverait en lui-même et dans sa pro-

pre mystique les outils qui lui permettraient de créer un nouveau système de relation entre les hommes (37). Ainsi, selon toute apparence, le rêve mystique d'une humanité nouvelle auquel Drieu aboutissait n'était pas essentiellement différent de la venue du *superman* à laquelle Nietzsche avait fini par croire.

En réalité, le socialisme de Drieu était incomplet, non seulement parce qu'il était utopique, mais parce que Drieu n'avait jamais réussi à expliquer quelles étaient les valeurs morales qui pourraient ou devraient prévaloir. Cette préoccupation était sans importance de son point de vue. Car, il croyait que, si le XIX^e siècle avait été un siècle de doctrine, le XX^e siècle serait exclusivement un siècle de méthode. La découverte de la méthode la plus efficace pour établir un nouvel équilibre social était toute la question. Le fasciste était pour lui, par définition, un homme qui ne croit pas aux idées et du même coup aux doctrines (38). Sa volonté seule lui permet de triompher des difficultés matérielles. C'est grâce à elle qu'il peut se déclarer indifférent à toute espèce de fatalité économique ou historique (39). Le triomphe de la volonté conçu comme celui de la virilité, du courage, de la vigueur, par le primat de l'action suffisait pour donner à nouveau un élan à la personnalité et lui conférer à la fois une maîtrise de soi-même et des choses. En disant, comme il le fait dans « Ne plus attendre » que l'homme des temps nouveaux retrouverait en lui-même l'enthousiasme des croisés, des corsaires, des pionniers et même des *condottieri*, Drieu indiquait suffisamment qu'il donnait une certaine imprécision au contenu moral de la société future (40).

L'admiration pour l'épanouissement physique serait, pensait-il, un des signes de l'âge futur. Il écrivait qu'avant les questions économiques et bien au-dessus d'elles, il existe un problème biologique pour l'homme (41). Il voyait déjà des signes qui annonçaient cet avenir,

croyait-il, en particulier dans ces éléments de la jeunesse française qui étaient conscients de la décadence qui les entourait et qui cherchaient dans le grand air et dans les sports un moyen de salut. La popularité croissante du sport était, pensait-il, un des courants principaux du *xx^e* siècle et, peut-être le fait fondamental qui séparait les forces nouvelles des forces de la décadence (42). Finalement, Drieu avait suivi un chemin bien compliqué, essentiellement pour découvrir que le sport forme le caractère en élevant celui qui le pratique au-dessus de l'apathie de la routine et d'un intellectualisme stérile. C'est dans ce renouvellement des forces biologiques que l'âme pouvait trouver à se développer. Une âme saine dans un corps biologiquement protégé assurait un équilibre entre l'action et la pensée.

Pol Vandromme a remarqué que la pensée de Drieu, qui commence par s'appuyer sur des faits, se développe ensuite dans un rêve (43). Qu'il y ait eu un dualisme dans sa pensée entre la réalité et la mystique est clair. Etant donné son tempérament, il était inévitable, sans doute, que la défaite militaire du national-socialisme, au lieu de lui montrer les conséquences qu'avait entraînées le régime qu'il admirait et de lui faire juger la politique d'une manière plus réaliste qu'auparavant, ne servît qu'à accentuer sa recherche d'un idéal métaphysique. Convaincu qu'il n'y avait plus d'espoir pour l'Occident après la défaite du national-socialisme, il se tourna vers la philosophie orientale et spécialement vers la mystique hindoue. Toutefois, avant d'aborder cet état de complète spiritualité, il avait non seulement compilé des statistiques pour soutenir son argumentation, mais il avait encore réfléchi sur des problèmes qui étaient d'une importance considérable au point de vue social et politique. En particulier, il perçut très bien la terreur de « l'homme moyen » qui voit s'élever à l'horizon les formes d'un avenir formidable auquel il répugne de toutes

ses forces. Drieu avait très bien senti l'effet démoralisant que la croissance du gigantisme social a sur toute une partie de l'opinion aussi bien qu'il avait compris le rôle important de la petite bourgeoisie dans la naissance du fascisme en Allemagne et en Italie (44). Et il n'est pas impossible qu'il ait espéré l'appui d'une classe sociale déterminée pour une révolution fasciste en France. Toutefois, dans tous ses écrits, Drieu n'a pas donné la moindre indication qu'il n'ait quelque penchant pour une analyse sociologique scientifique. Il se servait de mots comme « élite » et « aristocratie », mais il ne semble pas avoir accordé la moindre attention aux travaux de Pareto, Mosca ou Michels. En vérité, ses spéculations concernant la renaissance de l'homme européen étaient dépourvues de tout esprit scientifique.

En fait, la révolte de Drieu contre le monde tel qu'il était ne laissait pas beaucoup de place dans son utopie pour les analyses des sociologues ou des économistes. Le tableau classique formé par les groupes de pression, les classes, les partis et même les Etats risquait de se transformer dans son imagination, grâce au fascisme, en une anarchie générale dans laquelle l'individu n'aurait consulté que son instinct physique ou sa conscience. En dépit de sa perception aiguë du malaise qui se développait dans la petite bourgeoisie, son effort conscient semble avoir été dirigé, non pas vers la construction d'une doctrine de classe, mais plutôt vers la tâche plus simple de trouver une méthode par laquelle l'individu pourrait s'affranchir du monde qu'il n'aimait pas, tout en y demeurant. Son intérêt pour la petite bourgeoisie avait pour origine semble-t-il uniquement sa conviction que cette classe comptait plus que toutes les autres, un certain nombre d'individus qui, comme lui-même, n'étaient pas contaminés par l'esprit du capitalisme-marxiste. Cette présomption, toutefois, n'était soumise à aucune investigation systématique. Il ne se demandait pas non plus

que
spor
artis

Il
type
de

« d
le h

pou
hérc

jam
tion
déjà
simp

aura
siqu

D
et c

carr
Dori
cont

laire
logu
che

d'ou
du l
disp

été
relat
vidu
fait

aucu
C
vait
l'hor

quels pouvaient être les rapports entre son univers de sportif et de poète et les épiciers, marchands de vin et artisans français, qui pouvaient former cette clientèle.

Il y avait implicitement, dans sa vision d'un nouveau type d'homme, quelque chose qui fait songer à l'égoïste de Stirner qui répond toujours en parlant de son « droit ». Mais, dans l'imagination esthétique de Drieu, le héros sportif pouvait devenir encore une inspiration pour l'artiste qui régnait sur son utopie. « Chaque héros nourrit dix grands artistes », écrivait-il. Il n'a jamais exprimé clairement la signification de cette relation entre le héros et les artistes, à part cet équilibre déjà décrit entre l'action et la pensée : il s'est borné simplement à suggérer à la fin de sa vie que le héros aurait pour tâche d'inspirer l'artiste par sa beauté physique (45).

Dans sa pensée, de telles grandes figures du courage et de l'intelligence auraient pu poursuivre leur propre carrière sous l'inspiration d'un leader visionnaire comme Doriot ou Hitler, sous la direction duquel l'Etat aurait continué son existence sous une forme purement tutélaire. Cet Etat lui-même aurait été quelque chose d'analogue à une sorte de coquillage dans lequel aucune couche sociale ou économique n'aurait séparé le cœur même d'où provenait la vie, le chef et l'inspirateur de la nation, du peuple lui-même. Dans ce rêve, le matérialisme aurait disparu définitivement, les conflits de toute sorte auraient été éliminés et il ne serait plus resté qu'une sorte de relation mystique entre le génie du leader et les individus qui vivaient sous sa protection. Ils n'auraient plus fait qu'un seul corps et une seule âme et il n'y aurait eu aucune limite à leur mutuelle communion.

Cela n'empêchait pas Drieu de penser qu'il ne pouvait y avoir à la longue aucun accord durable entre l'homme de génie qui dirigeait la nation et le créateur

intellectuel. Il écrivait déjà en 1934 qu'il était convaincu que, malgré tous ses efforts pour l'établissement d'un régime fasciste en France, il resterait toujours à l'écart de tout régime, demain comme aujourd'hui (46). Son destin d'intellectuel, pensait-il, le condamnait à rester à l'écart, à partir du moment même où le régime prenait naissance. Cette indépendance fut réaffirmée en 1942 dans une déclaration qui aurait pu être signée d'Alain : « Je ne suis pas au pouvoir, je ne serai jamais au pouvoir, je ne suis pas de ces gens qui peuvent être au pouvoir, je m'arrange toujours pour être en mauvais termes avec ceux qui sont au pouvoir même lorsqu'ils sont de mon côté ».

Le tempérament de Drieu était celui d'un individualiste auquel son indépendance aurait été plus chère que tout, sous n'importe quel régime. Il est très douteux qu'il se soit conçu lui-même comme un partisan d'un régime totalitaire dans le sens qu'on donne habituellement à ce terme. Il était très loin d'accepter le « *fuehrer prinzip* » dans toute ses conséquences : Son sentiment nationaliste était tiède tout au plus. La guerre ne lui semblait pas défendable, même comme occasion d'héroïsme. Même l'antisémitisme n'était pas pour lui une répugnance raciale, il est plus juste de dire qu'il n'aimait pas les Juifs en tant que représentants du monde moderne (47). La politique a été plutôt pour lui une tentation que l'objet d'une étude scientifique et il a reconnu lui-même que l'engagement politique était très souvent chez lui un antidote pour éviter de profondes dépressions (48). A partir de cette constatation, Jean-Paul Sartre a pu soutenir l'idée que Drieu, lorsqu'il s'occupait de politique, ne le faisait que pour oublier une partie de lui-même qu'il n'aimait pas (49). Quelle qu'en soit la cause toutefois, son engagement politique et sa pensée politique suggèrent avant tout un désir nihiliste de détruire un monde qu'il aimait pas. C'est un tempérament de prophète.

Son véritable talent était dans la peinture satyrique d'une certaine vie sociale et politique, d'une société égoïste cramponnée à ses privilèges. Son idéal de pureté était absolument à l'opposé de ce que la France bourgeoise pouvait concevoir. Les partis conservateurs avaient toujours été ses cibles favorites, qu'il se fasse l'avocat du socialisme ou l'apologiste de la violence révolutionnaire. Il détestait l'inaction et la veulerie de ses contemporains. Qu'il y ait quelque chose de vague dans cette mystique est incontestable : mais il faut faire la part des paradoxes et des contradictions qui abondent quand on se donne pour objectif de choquer la bourgeoisie. L'œuvre de Drieu révèle constamment l'esprit d'une rébellion d'adolescent contre la médiocrité confortable de la vie bourgeoise, contre les hommes politiques qui représentent les valeurs bourgeoises, contre les mythes qui lui sont associés (50). Ces tendances correspondent tout à fait à l'esprit frondeur qui est commun en France à toutes les classes sociales. En réalité, il était moins un partisan véritable des régimes totalitaires que l'ennemi de toute espèce de régime concevable en France. L'anti-conformisme était son instinct et s'il resta jusqu'au bout un collaborationiste, ce fut peut-être essentiellement pour donner une preuve de non conformisme et pour se trouver en opposition totale avec la majorité.

Bien que Drieu lui-même ait farouchement repoussé le terme de « réactionnaire », il n'en est pas moins vrai qu'il appartenait à la famille intellectuelle des réactionnaires français. Ils se reconnaissent entre eux mais ils ont une tendance insurmontable à combattre séparément, qu'ils soient des prophètes comme Drieu, qu'ils prétendent se tenir au-dessus de la mêlée comme l'autocratique Maurras ou, à côté, comme l'anarchiste Céline. Lorsqu'ils s'organisent en petits groupements, ceux-ci sont presque aussitôt la proie de dissensions et de chapelles indépen-

dantes. Si on a l'impression aujourd'hui qu'ils s'unissent dans leur commune nostalgie pour le régime de Vichy, c'est uniquement parce que la Révolution Nationale a offert quelques motifs de satisfaction à chacun des groupes de la vaste famille réactionnaire à mesure qu'elle passait par une de ses phases différentes. Alors que les divergences entre Drieu et Maurras ont été graves à leur époque, leur mésentente est minimisée ou oubliée par les réactionnaires d'après-guerre. Il est évident que c'est Maurras qui, en s'accrochant avec entêtement à ses positions du XIX^e siècle, porte la responsabilité de la plupart des dissensions intellectuelles qui ont surgi dans la Droite française pendant qu'elle avait toute sa vigueur (51). Après la disparition de Maurras, le nationalisme intégral a été laissé de côté par la Droite d'opposition et est devenu au contraire un des thèmes d'inspiration du gaullisme. Aujourd'hui, les porte-parole de l'opposition de Droite, quand ils prononcent les noms de leurs inspireurs, rendent également hommage à Drieu, Céline, Brasillach, Maurras et même Bernanos et Saint-Exupéry. La continuité de cette position de la Droite est soulignée par ce commentaire de l'écrivain belge Jean Deryver : « l'aristocratie de l'esprit n'est pas morte. Nous devons contribuer à la renforcer en cultivant les véritables richesses qui ne sont pas celles que l'on accumule dans un compte en banque » (52).

En dépit toutefois de la vitalité du courant d'opposition nationale après-guerre, il est très possible que, si Drieu avait vécu, il ait abandonné complètement la politique. Qu'il soit resté, en dépit de tout, un non-conformiste impénitent est certain. Mais on peut formuler l'hypothèse que, rejeté par l'ordre de choses d'après-guerre, il se serait réfugié dans une attitude purement littéraire sans participer à l'évolution du combat politique. Peut-être aurait-il eu une attitude analogue à celle de ces

représentants de la « Jeune Droite » en France, qui, tout en étant des admirateurs et des amis de Drieu, s'affirment sur une politique de non-engagement.

W.R. TUCKER

Lamar State College of Technologie

François D'ERCE.

Edgar Poe et l'idéal transatlantique

De même que Chamfort n'est guère connu chez le grand public que comme un humoriste à la causticité brillante, de même Edgar Poe reste encore pour beaucoup le simple maître de la nouvelle fantastique. Quelques universitaires s'obstinent cependant à le tenir pour l'un des plus grands poètes que les Etats-Unis aient produit. Mais personne n'a encore songé à le considérer, avec plus de pondération et de gravité, comme témoin de son temps et comme penseur.

Une zoocratie.

Or, pour le sociologue, Poe est un témoin hors pair de la société américaine dans la première moitié du XIX^e siècle et Baudelaire l'avait déjà entrevu lorsqu'il tentait de replacer le poète, le nouvelliste, et pour tout dire l'homme au milieu de ses contemporains, de leurs institutions, de leurs mœurs, de leur mentalité. Peu à peu un tableau navrant allait se dégager de la misère et de la solitude d'Edgar Poe :

« De tous les documents que j'ai lus est résultée pour moi la conviction que les Etats-Unis ne furent pour

Poe
tion
mon
au g
ou r
écha
dicta
crati
élast
cas
que
nouv
inser

Et

«
natu
déve
true
dans
corn
par
une
qu'a
espr
pas
d'ail
était
il, c
Bea
para
dans
tôm
qui
com
perf

Poe qu'une vaste prison qu'il parcourait avec l'agitation fiévreuse d'un être fait pour respirer dans un monde plus amoral, — qu'une grande barbarie éclairée au gaz, — et que sa vie intérieure, spirituelle, de poète ou même d'ivrogne n'était qu'un effort perpétuel pour échapper à cette atmosphère antipathique. Impitoyable dictature que celle de l'opinion dans les sociétés démocratiques ; n'implorez d'elle ni charité, ni indulgence, ni élasticité quelconque dans l'application de ses lois aux cas multiples et complexes de la vie morale. On dirait que de l'amour impie de la liberté est née une tyrannie nouvelle, la tyrannie des bêtes, ou zoocratie, qui par son insensibilité féroce ressemble à l'idole de Jaggernaut. »

Et Baudelaire de préciser sa pensée :

« Les Etats-Unis sont un pays gigantesque et enfant, naturellement jaloux du vieux continent. Fier de son développement matériel, anormal et presque monstrueux ce nouveau venu dans l'histoire a une foi naïve dans la toute-puissance de l'industrie : il est convaincu, comme quelques malheureux parmi nous, qu'elle finira par manger le Diable. Le temps et l'argent ont là-bas une valeur si grande ! L'activité matérielle, exagérée jusqu'aux proportions d'une manie nationale, laisse dans les esprits bien peu de place pour les choses qui ne sont pas de la terre. Poe, qui était de bonne souche, et qui d'ailleurs professait que le grand malheur de son pays était de n'avoir pas d'aristocratie de race, attendu, disait-il, que chez un peuple sans aristocratie le culte du Beau ne peut que se corrompre, s'amoinrir et disparaître — qui accusait chez ses concitoyens, jusque dans leur luxe emphatique et coûteux, tous les symptômes du mauvais goût caractéristique des parvenus, — qui considérait le Progrès, la grande idée moderne, comme une extase de gobe-mouches, et qui appelait les *perfectionnements* de l'habitable humain des cicatrices

et des abominations rectangulaires, — Poe était là-bas un cerveau singulièrement solitaire. »

Science et civilisation.

De telles considérations sur Edgar Poe n'ont rien d'arbitraire. Il faut lire par exemple, plutôt que l'inoffensif « Scarabée d'or », cette admirable trilogie que constituent « Puissance de la parole », « Colloque entre Monos et Unas » et « Conversation d'Eiros avec Charmion », dialogues parfois déconcertants mais qui nous font découvrir, parmi les fleurs étranges d'une poésie cosmique, une « anti-politique » qui, à mon sens, n'est pas le moindre intérêt du second de ces dialogues en ce qu'il montre un Poe révolutionnaire et en avance sur la pensée de son temps.

C'est ainsi que le « Colloque entre Monos et Una » prend prétexte de la fin du monde et du dialogue de deux ombres ressuscitées pour nous faire un tableau de l'humanité telle qu'elle existait à l'époque du cataclysme. Ce qui permet à Monos de faire part de ses réflexions à sa compagne Una :

« Tu te rappelles qu'un ou deux sages parmi nos ancêtres — sages en fait, quoique non pas dans l'estime du monde, — avaient osé douter de la propriété du mot *Progrès*, appliqué à la marche de notre civilisation. Chacun des 5 ou 6 siècles qui précédèrent notre mort vit, à un certain moment, s'élever quelque vigoureuse intelligence luttant bravement pour ces principes dont l'évidence illumine maintenant notre raison, insolente affranchie remise à son rang, — principes qui auraient dû apprendre à notre race à se laisser guider par les lois naturelles plutôt qu'à les vouloir contrôler. A de longs intervalles apparaissaient quelques esprits souverains, pour qui tout progrès dans les sciences pratiques n'était qu'un recul dans l'ordre de la véritable utilité. »

On ne peut pas ne pas songer, en recherchant ces esprits souverains dans notre siècle, au Docteur Alexis Carell, cet éminent homme de science qui n'hésite pas dans « l'homme cet inconnu » à jeter un cri d'alarme angoissant quoique trop peu répandu. D'ailleurs, pour Monos, résolument pessimiste, ces lucidités isolées n'ont pas suffi et « l'homme, qui ne pouvait pas ne pas reconnaître la majesté de la Nature, chanta niaisement victoire à l'occasion de ses conquêtes toujours croissantes sur les éléments de cette même Nature. Aussi bien, pendant qu'il se pavanait et faisait le Dieu, une imbécillité enfantine s'abattait sur lui. Comme on pouvait le prévoir depuis l'origine de la maladie, il fut bientôt infecté de systèmes et d'abstractions ; il s'empêtra dans des généralités. Entre autres idées bizarres, celle de l'égalité universelle avait gagné du terrain ; et, à la face de l'Analogie et de Dieu, [...] des efforts insensés furent faits pour établir une Démocratie universelle. Ce mal surgit nécessairement du mal premier : la Science. L'homme ne pouvait pas devenir en même temps savant et se soumettre. »

Et Monos d'envisager la fin la plus sombre : « Pascal, un philosophe que nous aimons tous deux, chère Una, a dit — avec quelle vérité ! — que *tout raisonnement se réduit à céder au sentiment* ; et il n'eût pas été impossible, si l'époque l'avait permis, que le sentiment du naturel eût repris son vieil ascendant sur la brutale raison mathématique des écoles. Mais cela ne devait pas être. Prematurément amenée par des orgies de science, la décrépitude du monde approchait. C'est ce que ne voyait pas la masse de l'humanité, ou ce que, vivant goulûment, quoique sans bonheur, elle affectait de ne pas voir. Mais, pour moi, les annales de la Terre m'avaient appris à attendre la ruine la plus complète comme prix de la plus haute civilisation. J'avais puisé dans la comparaison de la Chine simple et robuste, avec l'Assyrie archi-

tecte, avec l'Égypte astrologue, avec la Nubie plus subtile encore, mère turbulente de tous les arts, la présence de notre Destinée. »

De telles considérations, philosophiques, se basent sur des réalités plus tangibles et s'appuient sur des exemples concrets. C'est ainsi que la « *Petite discussion avec une momie* », malicieux de satire philosophique si voltairien par moment, qui témoigne à la fois d'érudition et de légèreté, d'intention sérieuse et de forme impertinente, et qui s'achève sur une pirouette incroyablement désinvolte, cette œuvre « mineure », qui suffit à placer d'emblée Edgar Poe au rang des meilleurs auteurs satiriques, à l'égal de Lucien ou de Voltaire, mériterait certainement d'être plus connue que la « *Descente dans le Maelstrom* ».

13 provinces...

Poe utilise cette fois une fiction inverse de la précédente en supposant qu'une honorable société de savants anglo-saxons est parvenue à ressusciter une momie demeurée intacte et que nos savants engagent avec celle-ci un dialogue nourri essentiellement de la comparaison de deux connaissances : la connaissance égyptienne (antique) et la connaissance américaine (moderne).

C'est ainsi qu'à propos d'ouvrages sur « le Grand Mouvement ou Progrès, le Comte (car tel est l'équivalent moderne que l'on a donné à son titre de noblesse égyptien) dit simplement que, de son temps, les grands mouvements étaient choses terriblement communes, et que, quant au progrès, il fut à une certaine époque une vraie calamité, mais ne progressa jamais.

Nous parlâmes alors de la grande beauté et de l'importance de la Démocratie, et nous eûmes beaucoup de peine à bien faire comprendre au comte la nature positive des avantages dont nous jouissions en vivant dans

un pays où le suffrage était *ad libitum*, et où il n'y avait pas de roi.

Il nous écouta avec un intérêt marqué, et, en somme, il parut réellement s'amuser. Quand nous eûmes fini, il nous dit qu'il s'était passé là-bas, il y avait bien longtemps, quelque chose de tout à fait semblable. Treize provinces égyptiennes résolurent tout d'un coup d'être libres, et de donner ainsi un magnifique exemple au reste de l'humanité. Elles rassemblèrent leurs sages, et brassèrent la plus ingénieuse constitution qu'il est possible d'imaginer. Pendant quelque temps tout alla le mieux du monde ; seulement, il y avait là des habitudes de blague qui étaient quelque chose de prodigieux. La chose néanmoins finit ainsi : les treize Etats, avec quelque chose comme quinze ou vingt autres, se consolidèrent dans le plus odieux et le plus insupportable despotisme dont on ait jamais ouï parler sur la face du globe.

Je demandai quel était le nom du tyran usurpateur.

Autant que le Comte pouvait se le rappeler, ce tyran se nommait *la Canaille*.

On aura reconnu dans ces 13 provinces les 13 colonies américaines et leur despotisme technocratique pseudo-libéral que Poe ne porte guère dans son cœur. Mais à côté de ce sujet largement abordé, cette « petite discussion » fourmille de railleries plaisantes : « Il y eut un moment, par exemple, où M. Gliddon [l'un des honorables savants], ne pouvant pas faire comprendre à l'Égyptien le mot *la Politique*, s'avisa heureusement de dessiner sur le mur, avec un morceau de charbon, un petit monsieur, au nez bourgeonné, aux coudes troussés, grimpé sur un piédestal, la jambe gauche tendue en arrière, le bras droit projeté en avant, le poing fermé, les yeux convulsés vers le ciel, et la bouche ouverte sous un angle de 90 degrés. » Une récente consultation électorale nous a encore permis dernièrement

de vérifier le réalisme de ce portrait du politicien. Ou bien l'auteur stigmatise « l'esprit de ce siècle, qui procède entièrement par la loi des contraires, considérée aujourd'hui comme solution de toutes les antinomies et fusion de toutes les contradictions », amusantes prémices au galimatias dialecticien de certains syndicalistes étudiants (pour ne parler que d'eux)..

L'idéal transatlantique.

Comment Baudelaire ne pouvait-il pas reconnaître cette voix qui s'élevait d'outre-Atlantique ? Non seulement il va la reconnaître mais encore il l'amplifiera et y ajoutera sa propre verve, son propre anathème : « Brûler des nègres enchaînés, coupables d'avoir senti leur joue noire fourmiller du rouge de l'honneur, jouer du revolver dans un parterre de théâtre, établir la polygamie dans les paradis de l'Ouest, que les sauvages (ce terme a l'air d'une injustice) n'avaient pas encore souillés de ces honteuses utopies, afficher sur les murs, sans doute pour consacrer le principe de la liberté illimitée, la guérison des *maladies de neuf mois*, tels sont quelques-uns des traits saillants, quelques-unes des illustrations morales du noble pays de Franklin, l'inventeur de la morale de comptoir, le héros d'un siècle voué à la matière. Il est bon d'appeler sans cesse le regard sur ces merveilles de brutalités, en un temps où l'américomanie est devenue presque une passion de bon ton, à ce point qu'un archevêque a pu nous promettre sans rire que la Providence nous appellerait bientôt à jouir de cet idéal transatlantique ».

La « Providence » hélas a, depuis le temps, bien fait les choses et il serait fastidieux de citer d'autres lignes de Poe ou de Baudelaire sur le même sujet. Celles que l'on a pu lire sont suffisamment éloquents, suffisam-

ment affligeantes pour que l'on n'ait pas le sadisme d'y revenir.

Les enfants de Caïn.

Un point cependant sur lequel il faut attirer l'attention, avant de conclure, dépasse de beaucoup les limites de la simple pensée politique pour aboutir à une psychologie qui, malgré son apparent paradoxe, malgré son apparente « originalité », est en passe de se vérifier singulièrement de nos jours. C'est ainsi qu'il faut rapprocher de ces paroles de Baudelaire sur la nouvelle de Poe intitulée « le Démon de la perversité » le dernier ouvrage de Robert Ardrey, « les Enfants de Caïn », qui corrobore en partie ces conclusions baudelairiennes :

« Je ne veux, pour le présent, tenir compte que de la grande vérité oubliée ; — la perversité primordiale de l'homme, — et ce n'est pas sans une certaine satisfaction que je vois quelques épaves de l'antique sagesse nous revenir d'un pays d'où on ne les attendait pas. Il est agréable que quelques explosions de vieille vérité sautent ainsi au visage de tous les complimenteurs de l'humanité, de tous ces dorloteurs et endormeurs qui répètent sur toutes les variations possibles de ton : « Je suis né bon, et vous aussi, et nous tous, nous sommes nés bons ! » oubliant, non ! feignant d'oublier, ces égalitaires à contre-sens, que nous sommes tous nés marqués pour le mal ! »

Il faut voir, derrière cette systématisation de la prédestination satanique chère à Baudelaire une pensée moins extrême mais aussi vigoureuse de Poe, à savoir qu'il existe en l'homme, contrairement aux mythes romantiques dérivés de Rousseau, certain goût du « mal », certain penchant vers la violence, certains instincts naturels qui le font « enfant de Caïn », vérité éternelle que

notre société se refuse à accepter et qui n'en cesse pas pour autant de demeurer.

Une lucidité impitoyable.

Ce rapide panorama de la pensée de Poe, assorti d'abondantes citations qu'on ne pourra nous accuser d'avoir tronquées pour les besoins de notre cause, met en valeur une lucidité vigilante et impitoyable qu'on ne se serait pas attendu à trouver chez un simple nouvelliste. Ici encore l'enseignement officiel, s'il préfère nous entretenir du « Contrat social » plutôt que de la « Nouvelle Héloïse », juge, à rebours, plus utile de nous parler des contes de Poe que de sa pensée. Ce court article n'était qu'une rectification. Espérons qu'il suggérera des travaux plus poussés sur le même sujet.

Chri

Le
conc
vent
cana
liarc
trier
a d'
mili
D
proj
sovi

(1)
fait r
des l
nonç
brita
Les
secré
d'exc
d'aill
un a
des

se pas

Christian JATHIERE

La crise permanente de l'Agriculture Soviétique

Le 20 juin 1966, après neuf jours de négociation, était conclu entre le Canada et le Kremlin un accord sur la vente à l'U.R.S.S. de 91 millions de quintaux de blé canadien correspondant à une somme d'environ 400 milliards d'anciens francs. C'est le plus important contrat triennal de vente de blé jamais signé depuis 1963 et qui a d'ailleurs provoqué une grande effervescence dans les milieux céréaliers internationaux (1).

D'aucuns s'étonneront de ces achats de blé dans des proportions inconnues jusqu'alors dans l'histoire russe et soviétique. Car enfin la Russie des tsars était grande

(1) Le Canada se retire ainsi du marché pour 3 ans ; or, à Londres, on fait remarquer que les stocks mondiaux diminuent du fait de l'accroissement des besoins de l'U.R.S.S., de l'Inde, du Pakistan et que les récoltes s'annonçant médiocres en France et aux U.S.A. notamment, certains milieux britanniques n'hésitent pas à parler de risque de pénurie.

Les U.S.A. ont d'ailleurs fait connaître par la voix d'Orville Freeman, secrétaire américain à l'Agriculture que si les U.S.A. ne disposaient plus d'excédents, ils avaient cependant des réserves confortables ; ce qui n'avait d'ailleurs pas empêché le Président Johnson dès le 5 mai 1966 d'autoriser un accroissement de 5 % des emblavements pour faire face à l'augmentation des besoins.

exportatrice de céréales (le tiers des exportations mondiales). Or, après 50 ans de régime communiste, la Russie des soviets n'a même pas son pain assuré !

Mais alors que penser de ces immenses succès en matière agricole annoncés ces dernières années à grand renfort de publicité ?...

Le moins que l'on puisse dire est qu'en U.R.S.S. la révolution communiste a échoué à la campagne. Comment en est-on arrivé là ?

A tous ceux qui cherchent sur le sujet quasiment inconnu dans son ensemble, un document d'information à la fois sérieux et point trop indigeste, sera fort utile l'ouvrage que publie « Les sept Couleurs » sous le titre « L'Agriculture soviétique de Lénine à Brejnev — 1917-1966 ».

L'auteur, R.-J. Bradout — n'est pas un inconnu pour nos lecteurs puisque, lors de la publication l'année dernière de son ouvrage sur l'Armée soviétique de 1917 à 1965, nous avons dit ici même tout le bien que nous en pensions (Cf. Défense de l'Occident, n° 48, avril 1965, pp. 40-45).

C'est un bon guide. Il sait de quoi il parle. Son ouvrage consacré à l'analyse de 50 ans de politique agricole soviétique très fouillé certes mais à la fois accessible et instructif sera utile au spécialiste qui y retrouvera (ou souvent y découvrira) des informations sûres ; il sera aussi précieux pour le lecteur curieux qui est certain d'y trouver chronologiquement exposé ce qu'il faut pour comprendre la crise permanente dont souffre l'agriculture soviétique.

Ce retard dans le domaine agricole vient d'être mis une fois de plus en relief par Brejnev devant le comité central convoqué spécialement du 25 au 28 mai 1966 pour l'adoption d'un nouveau programme — un de plus — destiné à intensifier la production agricole.

De 1955 à 1965, le rendement moyen des céréales à

l'hectare a oscillé entre 8,4 et 11,4 quintaux. La récolte globale de grains a varié comme suit :

1956 : 1.621 millions de quintaux

1964 : 1.520 « «

1965 : 1.190 « «

(en 1913, dernière année normale de la Russie des tsars : 924 millions de qx... mais, de 1913 à 1965, la population a augmenté de 36,4 p. 100 !)

Les 1.800 millions de qx, objectif de 1955 puis fixés pour 1960 sont maintenant reportés à 1970... Et Brejnev d'ajouter : « De tels écarts portent un énorme préjudice à l'agriculture et à toute l'économie du pays... »

Evidence même puisque l'U.R.S.S. est obligée pour mettre le pays à l'abri de la disette d'acheter du blé aux Etats « capitalistes » !

Ces achats massifs entravent donc la production de biens d'équipement. Et l'U.R.S.S. alors ne produisant pas assez de marchandises susceptibles de faire l'objet d'échanges, le Kremlin se trouve dans l'obligation de puiser dans ses réserves d'or : l'ampleur croissante des ventes d'or est significative : de 1960 à 1965 : 1.620 millions de dollars...

Incriminer l'abandon des principes généraux de Lénine n'est pas une solution : ce n'est pas là qu'il faut chercher la cause des échecs successifs : échec de Staline, échec de Malenkov, échec de Khrouchtchev.

Si donc le retard de l'agriculture soviétique peut, en partie, être expliqué par des causes naturelles ou techniques que R.-J. Bradout analyse d'ailleurs pertinemment — c'est un test de résistance pour un système économique or, l'économie soviétique n'y a pas résisté — la raison de ce retard est plus générale : il y a 37 ans, la collectivisation s'est faite contre la volonté unanime des paysans, riches, moyens et même pauvres. Il apparaît donc impossible sur une aussi mauvaise base de construire un édifice satisfaisant.

Toute la tragédie de l'économie rurale soviétique s'explique par la tragédie de la paysannerie kolkhozienne.

Et ce tableau que l'auteur nous brosse calmement mais sans indulgence du grand problème de l'U.R.S.S. — celui d'hier comme celui d'aujourd'hui — atteste que la question paysanne, le temps et les maladroites aidant, est devenue un ulcère purulent et un des plus importants foyers de divergences d'opinion aux échelons suprêmes du P.C.



Il n'était pas facile de décrire en quelque deux cents pages l'évolution que la politique agricole connut en cinquante ans de régime communiste avec les quatre chefs — Lénine, Staline, Malenkov, Khrouchtchev — qui précédèrent Brejnev.

L'auteur a su démêler dans l'écheveau d'une période aussi fertile en événements ce qui était essentiel. L'ouvrage s'ouvre sur l'examen de la politique suivie depuis la révolution d'octobre 1917 à la mort dramatique de Staline en mars 1954 en la réduisant à ses « moments » principaux. C'est donc l'agriculture alors seule richesse du pays qui va faire tous les frais de l'organisation de ce régime d'un type tout à fait nouveau qu'instaure Lénine revenu en Russie dans les fourgons de l'Allemagne en 1917.

On va, dès lors, s'employer à *supprimer la différence entre l'ouvrier et le paysan et faire de tous des travailleurs* (Pravda, 7 nov. 1919). Mais les détachements d'ouvriers armés lancés sur les campagnes pour y confisquer tout ce qui peut être pris finissent par exaspérer le paysan et lui ôter toute envie de développer l'exploitation. Il faudra faire machine arrière. Et ce sera la N.E.P. (Novaia Ekonomitcheskaia Politika) — nouvelle politique économique (1921-1927), âge d'or des campagnes.

Lénine est mort entre temps. Et Staline qui lui a suc-

céde après avoir cyniquement écarté et « liquidé » les « plus fidèles compagnons d'armes du grand Lénine » lance devant le XV^e Congrès (2 déc. 1927) le mot d'ordre de collectivisation totale de l'agriculture.

Avant de mourir, Lénine avait écrit deux articles célèbres (Pravda, 26 et 27 mai 1923) dans lesquels il soulignait que la voie coopérative était la plus apte à porter le socialisme dans les campagnes.

Mais Staline n'en a cure et la socialisation de l'agriculture va être entreprise avec une brutalité sans exemple dans l'histoire russe pourtant émaillée de soulèvements paysans toujours sévèrement réprimés.

La collectivisation forcée imposée par les communistes va coûter au pays des souffrances inouïes. Plus de 5 millions d'exploitations paysannes, les plus saines, les plus viables, sont ruinées. La répression frappe près de 15 millions de paysans expropriés et déportés pour y mourir aux extrémités les plus inhospitalières du pays.

Deux romans soviétiques : « Une goutte de rosée » de Vladimir Solooukine (Moscou, 1963) et « Tatiana Tarkhanova » de Mikhail Jestev (Moscou, 1962) rappellent les cruelles mesures coercitives imposées à l'époque par les ouvriers communistes pour obliger les paysans à adhérer de force au kolkhoz (Kollektivnoïe khoziaïstvo — Economie collective).

Le capital agricole de base détruit aux trois-quarts, l'agriculture soviétique retombe de nouveau dans le marasme d'où, en 1932-1933 cette famine qui va coûter la vie à plus de 6 millions de personnes.

Les paysans affamés tuent leurs bêtes avant d'entrer forcés dans les kolkhoz : massacre sans précédent dans l'histoire de l'agriculture mondiale (68 millions de bovins en 1928 ; 47 millions en 1931). D'autres passent à l'action directe. Et c'est la terrible Loi du 7 août 1932 qui rend passible de la peine de mort tout paysan coupable d'avoir déterré un plant de pommes de terre ou coupé

une poignée d'épis dans un camp kolkhozien. Les rendements d'alors sont inférieurs à ceux de 1913 !

Staline est contraint d'en faire l'aveu devant le XVII^e Congrès de janvier 1934 et se trouve dans l'obligation de se résoudre à des concessions à l'individualisme paysan.

Et ce sera l'institution — déclarée provisoire — en 1934 de ce lopin individuel pour chaque kolkhozien et qui, 32 ans après, ravitaille encore pour l'essentiel la grande majorité des tables rurales ainsi qu'une partie des villes en productions animales et horticoles.

Ce secteur privé, au 31 décembre 1965, compte en bétail 28,8 p. 100 des bovins dont 41,6 p. 100 des vaches; 27,5 p. 100 des porcs, 407 millions de volailles sur 530 millions ! Le lopin individuel est donc aujourd'hui une nécessité économique puisque le secteur collectif après 50 ans de communisme est incapable de ravitailler correctement la population : l'Etat d'ailleurs y trouve encore son compte puisque, en ce domaine, il ne fait aucune dépense d'investissements. Mais ce secteur privé n'est que *toléré provisoirement*. Dans la revue du P.C. « Kommunist » (16 nov. 1965) P. Nazarov le rappelle opportunément : « ...Si dès à présent la production des sovkhos était capable d'assurer les besoins en produits alimentaires, il n'y aurait plus de nécessité de conserver les lopins individuels... ».

De même que le kolkhoz est encore maintenu à titre transitoire puisque le sovkhos est l'étape suprême par laquelle doivent passer tous les kolkhoz pour réaliser le communisme, la liquidation à terme du secteur privé constitue toujours, elle aussi, l'objectif de la doctrine officielle du P.C. Brejnev est, en ce domaine, aussi catégorique que Khrouchtchev.



Avec l'intermède Malenkov marqué par le coup de ton-

nerre du 3 septembre 1953 que fut le discours de Krouchtchev sur la situation catastrophique de l'agriculture soviétique au lendemain de la mort tragique de Staline, nous assistons au départ de *la croisade des Terres Vierges* qualifiée par Khrouchtchev, son promoteur, d'« orgueil et gloire du peuple soviétique » (Pravda, 6 mai 1962) qui, avec la mise en valeur de 40 millions d'hectares de terres incultes en Sibérie et au Kazakhstan a augmenté de près de 25 p. 100 la superficie des terres cultivées en U.R.S.S.

Hélas ! Trois fois hélas ! l'échec de cette *gigantomanie* khrouchtchévienne prédit au départ par les spécialistes soviétiques allait être rapidement confirmé : le rendement moyen à l'ha n'a rien fait que diminuer de 1956 à 1963 où il atteignait à peine 3,6 qx/ha...

Dans la fièvre de la campagne du maïs, on en sema partout : dans des régions trop sèches ou dans des régions à période végétative trop courte...

Après l'éviction de Malenkov par Nikita-Serguieïévitch Khrouchtchev (2) nous entrons dans une époque particulièrement mouvementée : l'agriculture soviétique va faire l'objet d'expériences de toutes sortes.

Des précisions apportées au passage par l'auteur aident à surmonter quelques idées reçues. Khrouchtchev qui fit carrière aux côtés de Staline ne renie son maître que pour mieux l'imiter et même le surpasser. Ce même Khrouchtchev qui dans la Pravda du 21 décembre 1939 encensait « Staline père du peuple en son amour et chef des peuples en sa sagesse » condamne après l'avoir adulé si longtemps le César soviétique. Du fond de son cercueil le despote a dû méditer en ironiste sur les vicissi-

(2) Né dans la province russe de Kursk en 1894, Khrouchtchev a reçu au baptême le prénom de Nikita, c'est-à-dire Nicéas, nom byzantin des plus répandus. Son patronyme — Serguieïévitch — est le symbole même de l'orthodoxie russe ; St-Serge de Radonège ayant fondé le célèbre monastère de la Trinité à Zagorsk à 80 kms de Moscou dans la seconde moitié du XIV^e siècle. Khrouchtchev ne sera membre du P.C. qu'en avril 1918 donc une fois passée la révolution et assurée la victoire des bolchevicks.

tudes de la lâcheté humaine ! Le fils libéré de la contrainte du Père va éprouver à l'occasion le besoin de reprendre force dans son giron après l'avoir maudit... Qui donc a jamais gouverné sans mensonge ?

Sous Khrouchtchev, la condition des croyants soviétiques était pire qu'à la fin du règne de Staline. On oublie aussi trop souvent que les décrets de Krouchtchev en juillet 1961 sur l'extension de la peine de mort et la vague de condamnations qu'il ouvrit par l'exécution à titre rétroactif est impensable en Occident : une condamnation à mort tous les 4 jours ! Est-il nécessaire de rappeler que toute manifestation d'indépendance d'esprit fut écrasée au nom du *réalisme* stalinien qu'il remit en vigueur avec le décret du 8 mars 1963. Faut-il mentionner, apparu en 1962, ce nouvel organisme « La vigilance civile » dont les membres au zèle si particulier se multiplièrent rapidement dans les kolkhov et qui acquièrent une telle réputation que les miliciens eux-mêmes les craignent. Cette police « parallèle » soviétique est plus puissante que jamais...

S'il y a eu des victimes de l'arbitraire, il y a eu forcément des coupables. Est-ce que vraiment un seul homme pourrait faire tant de mal sans la collaboration de cette force organisée qui s'appelle le Parti ? Tous ceux qui occupent les rangs les plus élevés, dans un passé récent participaient à l'arbitraire aujourd'hui condamné, mais qui continue de sévir jusque dans le domaine de la liberté de pensée.

A l'encontre des paysans, même rigoureuse intransigeance que Staline : les lopins individuels et la possession privée de bétail sont pour Khrouchtchev : « le ver de la propriété individuelle qui ronge encore le cerveau du kolkhozien ». Et ce ver, il entendait le détruire : d'où cette cascade de mesures tendant — sous prétexte d'améliorations techniques — à placer progressivement les kolkhoz sous le régime des sovkhov (Sovietskoïe

khoziaistvo — Economie soviétique, propriété d'Etat) et transformer leurs membres en salariés. Khrouchtchev le proclame nettement devant le XXI^e Congrès : « Le travail agricole sera progressivement transformé en une forme de travail industriel ».

Khrouchtchev allait se servir des ouvriers pour abaisser ce qu'il appelait les *prétentions* des paysans. Les réformes et les contre-réformes changent alors comme décors de l'Opéra, portent préjudice à la production et mécontentent tout le monde.

Pour Khrouchtchev, le paysan est taillable et corvéable à merci : 1 tonne de pommes de terre payée au producteur 40 roubles est revendue par l'Etat 140 roubles. 1 tonne de lait payée 115 roubles est revendue par l'Etat 280 roubles. On ne saurait trouver meilleurs exemples officiels de la politique spoliatrice menée par l'Etat au détriment des paysans. Ces derniers ont donc été contraints de payer l'industrialisation rapide et la consolidation du pouvoir politique... » Mais c'est la classe ouvrière qui demeure la force dominante de notre société. Il n'est donc pas juste qu'un paysan gagne plus qu'un ouvrier », proclame Khrouchtchev (discours du 25 déc. 1959 au plénum du comité central).

La production par tête diminuait et plus désastreuse encore était la situation du bétail. C'était incontestablement la faillite de la politique de Khrouchtchev qui en promettant de surpasser les U.S.A. menait le peuple soviétique à la famine.

En régime démocratique, un chef de gouvernement qui, en dix ans, comme Khrouchtchev aurait constamment défait ce qu'il venait de faire, se serait trouvé renversé. Mais, en U.R.S.S. pour remplacer Khrouchtchev le 14 octobre 1964, il faudra la conspiration de Brejnev, Souslov, Polianski, Kossyguine, Podgorny, Chelepine et Semitchasny.

Le peuple, lui, n'a rien à dire dans ces débats. Le pay-

san toutefois s'est réjoui du renvoi de Krouchtchev. La « vieille garde » bolchevique a donc quitté la scène politique soviétique mais les actions apparemment plus ordonnées de la nouvelle direction soulèvent de sérieuses inquiétudes...

*
**

A la lecture de la dernière partie de l'ouvrage de R.-J. Bradout, nous constatons que la chute de Khrouchtchev n'a pas autant fait disparaître les problèmes qui l'ont provoquée. Les successeurs de M. K. reconnaissent ouvertement que le retard pris par l'agriculture est l'obstacle le plus important au développement économique ultérieur de l'U.R.S.S.

Or, l'origine du mal est dans le régime lui-même : ceux qui travaillent sur leurs propres terres et pour eux-mêmes obtiennent de meilleurs résultats que noyés dans une collectivité immense dotée de ressources énormes.

Jamais antithèse entre idéologie et prospérité n'est apparue aussi évidente, aussi dramatique que dans le secteur agricole.

D'aucuns espéraient beaucoup du XXIII^e Congrès du P.C. en mars 1966. Il fut surtout une manifestation de la prééminence du P.C. Brejnev s'est imposé comme le maître de l'Appareil et a voulu en augmenter le poids dans la vie du pays.

La relance de l'agriculture a été l'un des thèmes de l'exposé économique de Kossyguine. Son plan, par les pendants contradictoires qu'il révèle apparaît surtout comme un compromis entre deux écoles de pensée. Et puis le texte est aussi fort inquiétant par ce paragraphe sur les ventes à l'Etat en dehors du contingent exigé et qui, assure-t-il, iront grandissant ! L'expérience d'un passé récent justifie toutes les craintes.

Or donc, le progrès exige des réformes mais la poli-

tique s'y oppose. Le régime pour le moment semble plus préoccupé de durer que de promettre à ses sujets le « marxisme beurré » de Khrouchtchev.

Mais gardons-nous bien de croire que la « nouvelle ligne » caractérisée, il est vrai, par l'assouplissement des positions traditionnelles annonce une *libéralisation* irréversible dans la politique agricole et un glissement du régime vers la démocratie. Un tel glissement est impossible parce qu'il impliquerait en premier lieu un renversement des postulats majeurs de la loi bolchevique.

L'assouplissement — tout provisoire — de la pression de l'Etat n'est donc qu'une simple politique d'opportunité guidée cependant par un souci plus réel d'efficacité.

Au XV^e Congrès du Komsomol (Kommounistitcheskii Solouz Molodeji — Union des jeunesses communistes) en mai 1966, Brejnev regrettait le départ de trop de jeunes de la campagne pour la ville. Et il ajoutait qu'en 7 ans le nombre total des kolkhoziens était tombé de 25 millions en 1958 à 15 millions en 1965 — soit un départ des régions rurales de 10 millions de personnes dont 6 millions de jeunes de 17 à 25 ans... Exode motivé en fait par la faible rémunération du travail agricole : la rétribution mensuelle d'un kolkhozien est de 29 roubles, celle d'un ouvrier d'une ferme d'Etat ; 54 roubles, tandis qu'un ouvrier d'usine perçoit, lui, 83 roubles.

Actuellement 38.000 kolkhoz fournissent 50 p. 100 de toute la production agricole soviétique, 10.000 fermes d'Etat en livrent 35 p. 100 et les lopins individuels des kolkhoziens en représentent 14 p. 100.

L'objectif du programme arrêté par le comité central le 27 mai 1966 est l'amélioration du fonctionnement de l'organisation des terres cultivées plutôt que la mise en valeur de nouvelles superficies.

L'effort gigantesque qu'il implique ne pourra être mené à bien. De bonnes intentions ne suffisent pas. Il faut

déceler les véritables maux et trouver des remèdes efficaces. Pour le moment, la réalité, la réalité une, et la signification de la crise permanente de l'agriculture soviétique sont là : le paysan est contre le régime.

Le rétablissement sur des bases saines de l'agriculture soviétique est au delà des possibilités des actuels maîtres du Kremlin.

Ce ne sont pas les capitalistes qui ont inventé les lois économiques. Et les résultats des deux économies soviétique et américaine démontrent que l'homme est plus exploité sous le régime communiste que sous le régime capitaliste. Malheureusement les dirigeants soviétiques se refusent à reconnaître ces vérités élémentaires parce que l'idéologie ne le permet pas.

On passe de mythe en mythe : mécanisation, technique, chimisation... Or, l'élément fondamental de la production est l'homme et non pas la machine non plus que la technique. C'est la sueur de l'homme qui féconde la terre assure le vieux précepte biblique.

*
**

Avec l' « Agriculture soviétique de Lénine à Brejnev », voilà donc ramassée en quelque deux cents pages qui se lisent comme un article de journal, une étude approfondie composée selon des méthodes scientifiques et basée exclusivement sur la documentation officielle soviétique permettant d'ailleurs aux plus curieux de poursuivre leurs investigations : en un mot un livre de base constituant la meilleure synthèse sérieuse et objective que nous connaissions sur ce problème capital — mais souvent faussement interprété — pour l'avenir de l'économie soviétique (1).

Christian JATHIÈRE

(1) *L'agriculture Soviétique de Lénine à Brejnev* par M. Bradout de Vignacourt paraîtra prochainement aux Editions des Sept Couleurs.

s effi-
et la
ulture

ulture
maî-

s lois
sovié-
plus
égime
es se
que

chni-
pro-
plus
onde

ev »,
si se
opro-
et
ovié-
rsui-
base
ctive
nais
éco-

Vi-

Robert ANDERS

Les Communistes frappent en Portugal d'Outre-Mer

...A M David Schönbrun afin de lui rappeler que... « Les Communistes tuent aussi... ».

Le 15 mars 1961 à 6 heures 15 du matin des commandos de terroristes armés par les « rouges » déferlèrent, ivres de sang, à l'intérieur du polygone Nova-Caipamba-Quibonde-Nambouangongo-Dange-Oïtexe. Et ce fut un génocide, sans distinction de couleur et dont l'analogie et la simultanéité de situations à une distance qui varie de 110 à 194 kms à vol d'oiseau et de 191 à 453 kms par route, indique clairement une entreprise conçue et organisée par un pays voisin (1).

Mis en état de légitime défense, les Portugais réagirent tard (il n'y avait pas de troupes portugaise en Angola avant 61) mais avec une brutalité qui surprit et bientôt plongea dans l'inquiétude les meneurs, confortablement installés à des milliers de kms du Front.

Je laisse à l'abbé Devezie, expert en la matière, le soin

(1) Voir Afrique africaine (Robert Anders) Ed. 7 Couleurs, 1964.

d'expliquer ce que fut la « révolte d'Angola »... J'insiste toutefois sur deux points avant de passer à la question politique :

— Sur les centaines de tueurs arrêtés, il n'y avait pas de citoyens angolais. Les « libérateurs » arrivaient tous de Guinée, du Mali et des bidonvilles de la banlieue de Léo.

— Ce sont les groupes d'auto-défense, des Noirs généralement, qui tinrent tête durant des semaines aux agresseurs et finalement les écrasèrent. Les soldats portugais arrivèrent par bateau et leur rôle se limita à rétablir le calme en nettoyant les régions forestières dans lesquelles les « rebelles » s'étaient réfugiés après leur échec.

Dans leur entreprise, les Communistes avaient sous-estimé la capacité de résistance des « mulâtres portugais ». Forts de leur droit, certains de l'appuis des populations, ceux-ci n'ont pas du tout l'intention de se laisser manœuvrer par quelques tueurs à gages.

Aujourd'hui, en désespoir de cause, les « combattants de la liberté » en sont réduits à palabrer dans les couloirs de l'ONU où s'agitent un ramassis d'esclavagistes et de sous-développés chroniques qui portent de temps à autres le « cas Angolais et sud-africain » à l'ordre du jour de cette assemblée.

En Angola les Communistes piétinent

Le Portugal, comme tous les pays africains ne pouvait être épargné par la subversion communiste.

L'infiltration communiste a depuis longtemps abandonné son caractère idéologique et se traduit maintenant par un ensemble d'opérations terroristes qui ne sont possibles que grâce à l'aide efficace apportée par les états « progressistes » tels que l'Algérie, le Mali, la Tanzanie, la Guinée, etc...

Cette aide, jadis strictement politique a été étendue au domaine économique, culturel et militaire.

Et pendant ce temps, l'Occident s'interroge et se perd en indécision, cherchant dans les mots et les formules toutes faites un remède au cancer qui le ronge. Et ce qui est plus grave, il refuse d'aider le Portugal qui seul, malgré la pauvreté de ses moyens matériels a relevé le déficit jeté par les « Rouges ».

Et maintenant, le Communisme ne rencontre plus, malgré ses efforts désespérés et les puissants moyens engagés, un climat propice à son développement sur le territoire portugais.

Ceci est d'autant plus véridique que depuis le début du terrorisme en Angola, l'appuis des « démocraties populaires » n'a cessé de s'accroître en utilisant tous les moyens qu'ils pouvaient avoir sous la main.

Une analyse, bien que superficielle, permet de constater que le bloc de l'Est emploie, pour l'Angola, le Mozambique et la Guinée, les mêmes méthodes d'agitation que celles déjà mises en pratique avec des résultats assez positifs, dans quelques jeunes Etats d'Afrique, comme la République du Congo (Brazza), le Zanzibar, la Somalie, etc.

Moyens de subversion : la Radio

Considérons donc les principaux moyens utilisés par les Communistes dans les provinces portugaises.

A. Radiodiffusion

La pénurie des moyens de communications et l'indice élevé d'analphabètes existant en Afrique furent les principaux facteurs qui déterminèrent la concentration des efforts de propagande communiste sur la radio, moyen sans aucun doute la plus efficace et susceptible d'obtenir d'amples audiences.

Il suffira de rappeler que les émissions pour l'Afrique, commencées en avril 1950 par Radio-Moscou avec trois heures et demie par semaine, dépassèrent 200 heures en 1961, pour atteindre un total de 320 heures et 50 minutes en fin 1963, dont 115 heures et 30 minutes par Radio-Moscou, 70 heures par Berlin-Est et 68 heures et 50 minutes par Radio-Pékin.

La progression vérifiée s'est accrue inévitablement l'an dernier et cette année.

Mais le bloc de l'Est compte encore avec ses radios satellites situées sur le propre continent africain.

Inutile de dire que, en ce qui concerne le Portugal, le tableau ci-dessous nous paraît suffisamment explicite pour démontrer l'attention spéciale que les postes émetteurs communistes dédient au Portugal (Métropole et Outre-Mer).

	Quotid.	Hebd.	Quotid.	Hebd.
	Nbre	d'Heures	Nbre	d'émis.
Moscou	3,30	24,30	6	32
Pékin	1	7	2	14
Bucarest	2	14	3	21
Prague	3	21	3	21
Berlin International	2	14	3	14
Radio Portugal Libre	2	14	2	28
Voix de la Liberté	-	1	-	2
TOTAL	13,30	95,30	20	132

Cette énumération est cependant loin d'être complète car on ne peut ignorer le rôle primordial rempli par les stations émettrices de Brazzaville, Le Caire, Dar es Salam dans l'œuvre de déségrégation nationale à laquelle ils se sont tous consacrés.

Le sujet de leurs émissions vise principalement des deux objectifs : Créer un esprit de découragement et de désespérance quant à un possible succès dans la lutte de guérillas menée par le Portugal dans ses provinces

de Guinée, Angola et Mozambique (avec émissions spéciales de Radio Portugal Libre, dédiées aux troupes en instances d'embarquement pour l'Outre-Mer, en mission de souveraineté), et exciter à la lutte tous ceux qui, dans les territoires voisins de ces provinces, enivrés par de fausses et alléchantes promesses, se disposent à recourir à la violence comme moyen indispensable d'obtenir les « bénéfiques » qui leur sont promis.

Les programmes, habilement préparés, n'oublient évidemment pas la fonction première qui leur est réservée : **Eduquer ceux qui les écoutent.**

Aussi, note-t-on une préoccupation, dernièrement manifestée, de rendre les programmes plus séduisants en consacrant davantage de pourcentage de temps à la musique, aux cours de langues (russe, anglais, allemand, tchèque, français et chinois) et aux concours de jeux radiophoniques sur des thèmes marxistes. Il n'est pas rare de voir le prix offert aux vainqueurs consister en une visite aux pays du Bloc, ou en transistors, ce qui accroît encore la pénétration communiste.

Les postes d'émission communistes sont maintenant intéressés soit à établir des contacts directs avec les auditeurs, soit à créer des clubs d'auditeurs pour que, parmi eux, naissent des centres de propagande marxiste.

Publications et petits imprimés

Bien qu'il soit loin d'assumer le rôle prépondérant du précité, ce moyen de propagande est aussi très utilisé.

Dans leur majorité, les organes d'information des mouvements antiportugais reflètent une orientation nettement de gauche.

Cette orientation est même notable dans les mouvements apparamment en dehors de l'influence communiste dans le GRAE.

Ainsi, dans le numéro du 24 avril dernier de « Angola

Afrique,
ec trois
ures en
0 minu-
Radio-
0 minu-
ent l'an

radios
l.
ortugal,
expli-
postes
tropole

Hebd.
d'émis.
32
14
21
21
14
28
2

132

nplète
ar les
ar es
le à

des
et de
lutte
inces

Information », édité par la mission d'Alger du Gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil (GRAE, 123, rue Alfred-Lelluc, Alger), nous relevons à titre d'exemple :

« Le camarade Chou En Lai.., vient d'effectuer une nouvelle visite en Algérie où il s'est entretenu avec le Président Ahmed Ben Bella et des dirigeants du Front de Libération Nationale, F.L.N.

A l'issue de ces entretiens, un communiqué conjoint a été publié affirmant que « les deux parties ont noté avec satisfaction le développement de la lutte de Libération nationale en Angola, au Mozambique, en Guinée dite portugaise, etc...

Le GRAE se réjouit d'autant plus de cette réaffirmation de soutien aux peuples en lutte de libération nationale que la Chine, tout comme l'Algérie, n'entend pas subordonner ce soutien à son désir de coopérer et de coexister avec certains pays à régime différent ».

Cette référence finale paraît avoir pour objectif de justifier la position du GRAE.

Cependant, dans l'information qui suit immédiatement et qui a trait à la visite faite en Angola et au Mozambique par l'Ambassadeur de France, sur l'invitation du Gouvernement portugais, on peut lire ceci :

« Ainsi se confirme une fois de plus la solidarité de la France avec Salazar dans ses guerres coloniales, solidarité qui est bien entendu compensée, du côté portugais, par des concessions économiques...

« En ce qui concerne particulièrement la France, en plus de ses derniers investissements importants dans l'exploitation de certaines matières premières, de ses vieux intérêts financiers en Angola et son soutien diplomatique au Colonialisme portugais (que nous n'avons cessé de stigmatiser), il convient de rappeler que quatre bateaux type « Commandant Rivière » et quatre sous-marins des plus récents modèles... sont en construction, en France, pour le compte du gouvernement Salazar ».

Le type de l'attaque, compte tenu des expressions employées, nous paraît révéler, et c'est hors de doute, que nous sommes en présence d'un organisme au service du bloc de l'Est.

En ce qui concerne toutes les autres « Victoire ou Mort » et « Unidade Angolana », tous deux du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola, « Bulletin d'Information » du FRELIMO, manifestes et communiqués du PAIOC et de la UDENAMO, leur orientation nettement de gauche est par trop évidente.

Dans une tentative désespérée de capter les futures élites intellectuelles des états et territoires africains, le « Bloc Communiste » dépense les sommes les plus élevées dans la concession de bourses d'études.

Des milliers d'étudiants africains fréquentent les Universités communistes. Le Portugal, en tant que pays africain, ne pouvait échapper à une telle influence, bien qu'il ne fournisse qu'un contingent insignifiant pour les prétentions de ceux qui ambitionnent la réalisation d'une œuvre de désintégration et de dénationalisation de l'Afrique portugaise.

Selon des données reçues dernièrement, le nombre d'étudiants portugais qui fréquentent les Universités et les écoles communistes ne dépasse que de peu la centaine.

Visites des leaders nationalistes du « bloc Communiste »

Voici un moyen largement utilisé dans la campagne de captation communiste. Les leaders des mouvements anti portugais se déplacent avec une énorme fréquence vers les capitales communistes. Moscou, Prague, Sofia, Cuba sont les destinations de leurs itinéraires.

D'un autre côté, Conakry, Brazzaville, Dar es Salam et Alger, fiefs communistes déclarés, assistent avec fré-

quence aux réunions des mouvements nationalistes anti-portugais.

Encore récemment, lors de la réunion de « Comité Exécutif » de la FMJD (Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique) organisation du Front Communiste International, réalisée à Accra, du 15 au 19 avril de l'année en cours, il fut décidé de créer un « Secrétariat international de Solidarité avec les Colonies portugaises d'Afriques », auquel furent confiées les fonctions suivantes :

- Coordonner l'activité des organisations de jeunesse des colonies portugaises en exil.
- Elaborer un programme spécial pour ces organisations de jeunesse.
- Planifier des actions de solidarité pour les campagnes antiportugaises.

Les déplacements, qui s'effectuent à un rythme toujours plus intense, permettent des contacts entre chefs terroristes et les autorités communistes les plus représentatives. Celles-ci, évidemment, ne sont pas sans présenter aux prétendus « héros nationaux » les grandes réalisations du régime, profitant des occasions pour attaquer, à tout moment, l'Occident et son « impérialisme ».

Appui militaire

C'est dans ce secteur, d'ailleurs le plus important, que se manifeste avec le plus d'évidence l'appui communiste aux mouvements subversifs.

Ainsi, nous citerons en premier lieu la pénétration militaire soviétique et, ensuite, la pénétration chinoise.

De tout ce qui est dit ci-dessus, il est facile de conclure qu'il existe une étroite interdépendance entre la subversion congolaise et celle de l'Angola.

Effectivement, il n'est pas rare pour les autorités du Gouvernement Central Congolais de trouver, parmi les

rebelles Congolais faits prisonniers, quelques éléments étroitement liés à la subversion de l'Angola; faits qui, ces derniers temps, ont aggravé les toujours « amicales et cordiales » relations existantes entre les mouvements subversifs angolais et les autorités de Léopoldville.

Mais ce n'est pas seulement sur l'Angola que converge l'appui russe.

En Guinée également et, bien qu'à un degré moindre, il se manifeste aussi au Mozambique.

L'armement capturé aux terroristes est, en règle générale, d'origine russe ou tchèque.

Quant à l'appui de la Chine continentale, il s'est surtout fait sentir sur le plan politique et idéologique, principalement pour la préparation de terroristes, laquelle est faite soit en Chine, soient en territoire africain où les instructeurs sont envoyés.

En ce qui concerne l'appui en armement, équipement et matériel sanitaire, sans assumer pour l'instant les proportions que lui prêtent l'URSS et ses satellites, il ne laisse pas cependant d'être déjà considérable.

Chronique politique

Le Vietnam et la guerre

Une étude attentive de la stratégie menée actuellement au Sud-Vietnam par les forces américaines laisse apparaître un phénomène très important : les raids aériens (surtout ceux des B-52), la défoliation systématique de la végétation, le bombardement des rizières par des déchets de pétrole, action menée sur plus du tiers des terres vietnamiennes, sont en train de tuer littéralement le sol.

En effet les bombes de 20 + et 30 + larguées par les B-52 effondrent les terrains, mettent à nu le substrat infertile, tandis que la terre arable, décapée est entraînée par l'érosion.

La végétation est très durement atteinte par les produits défoliants utilisés, car ceux-ci tuent très souvent les arbres eux-mêmes.

L'effondrement des diguettes noient les sols et les détruit pour des années.

Loin d'être un expédient provisoire, utilisé pour saper le ravitaillement du Vietcong, le plan américain paraît être à long terme. Dans cette optique, les soubresauts politiques au Sud-Vietnam n'ont qu'une importance relative, les actions militaires ne peuvent enlever la décision.

L'économie sud-vietnamienne détruite, ce pays ne pourra plus vivre que de l'aide américaine, en particulier d'un envoi de surplus agricole. Ni le Nord-Vietnam famélique, ni la Chine ne pourront fournir au Vietnam Sud les vivres nécessaires et ce pays sera à brève échéance trop étroitement imbriqué dans l'économie U.S. pour pouvoir s'en dissocier sans sombrer dans un chaos effroyable. Les destructions qui s'accumulent de part et d'autre tant du fait des Américains que du fait des Vietcongs, ne peuvent que favoriser le plan américain.

Les Américains ont d'ailleurs mené, sur une autre échelle et par des voies différentes une action du même genre, lors de leur occupation du Japon. Alors qu'ils avaient été (avec les Anglais) les premiers à freiner les démontages d'usines en Allemagne, ils poussèrent au maximum les démontages au Japon (qui les intéressaient techniquement beaucoup moins), de façon à rendre complètement tributaire l'économie japonaise.

Ils ne permirent, à partir de 1949, la renaissance économique japonaise qu'en l'orientant, d'une façon décisive vers leur propre économie. La réussite certaine, malgré quelques tentatives des industriels nippons vers la Chine rouge, est là pour montrer que le plan américain au Sud-Vietnam est très réalisable.

L'engagement américain dans ce pays est irréversible. Il l'est surtout, parce que les milieux militaires U.S. ne promettent pas à l'opinion et au gouvernement une victoire rapide mais, au contraire, les préparent à une guerre longue et coûteuse. Un facteur important du « lâchage » par l'opinion française de la guerre d'Indochine et d'Algérie fut cette perpétuelle anticipation d'une capitulation de l'adversaire, cette chasse au « dernier quart d'heure », et tout particulièrement en Indochine, ces annonces de l'écrasement de l'ennemi, au moment même où il se regroupait pour un nouvel assaut. Rien de tel pour les U.S.A. ; les chefs militaires ont même

tendance à exagérer la durée possible de la guerre et se gardent bien, tout en affichant un certain optimisme d'imputer la baisse de combativité des Vietcongs à un début d'écroulement militaire.

La crise politique au Sud-Vietnam a montré que nombre d'observateurs avaient commis une erreur grave en sous-estimant l'habileté manœuvrière du général Nguyen Cao Ky. Avec des moyens relativement limités, et sans grande effusion de sang, il a réussi à reprendre le contrôle d'une situation devenue extrêmement grave. Le jeune play-boy fantaisiste est apparu comme un froid calculateur politique, et l'indécision propre, depuis Diem, à tous les chefs du gouvernement vietnamien, a fait place à une brutale détermination. Les Américains, toujours à la recherche d'un homme fort, seront donc confirmés dans leur impression que celui qui se rapproche le plus du modèle idéal est bien Ky.

La politique du président Johnson, modèle d'indécision et de contradiction, semble de moins en moins goûtée par le peuple américain. Jamais la cote de popularité du président n'a été aussi faible. Les journaux français en ont aussitôt déduit, et avec quelle joie, que les Américains désapprouvaient la guerre au Vietnam. Hélas pour eux, les commentateurs autorisés ont conclu à un accroissement des partisans de l'intensification de la guerre et non de celui des « colombes pacifistes ». Les Américains sont, dans leur grande majorité, décidés à ne pas voir se renouveler l'aventure de Corée, où les sacrifices consentis n'aboutirent qu'à un semi-échec. Ils sont prêts à de gros sacrifices mais à condition que la fin du combat soit une vraie victoire et non un abandon déguisé. L'approche des élections parlementaires et le durcissement de l'opposition républicaine, gêne beaucoup la politique d'atermoiement perpétuel de Johnson.

Comme nous l'exposons plus haut, les experts militaires du Pentagone ont, eux, une vision globale des cho-

ses et appliquent une politique et s'y tiennent. Mais cette politique bute sur un problème essentiel : que faut-il faire de la Chine rouge ?

La crise vietnamienne risque donc d'entrer dans une nouvelle phase, et l'escalade va se poursuivre. Pour les adversaires, l'enjeu est trop gros pour laisser place à un recul :

— Pour les Américains, tenir c'est sauver l'Asie du Communisme au moment où l'arrêt de la confrontation entre l'Indonésie et la Malaysia leur donne la possibilité de mieux assurer leurs arrières.

— Pour les Chinois, tenir c'est pouvoir, en dégoûtant les U.S.A., gagner les sources de matières premières et les agglomérats humains indispensables pour leur plan de révolution mondiale.

Robert CASENAVE.

La Presse d'opposition nationale

Nous empruntons à un numéro récent de Rivarol ces réflexions parues dans un grand hebdomadaire allemand, Der Stern, au moment de la libération de Speer et von Schirach. L'auteur, M. Henri Nannen s'élève contre les journalistes qui ont prétendu empêcher les deux ministres libérés de faire une déclaration à la presse et qui prétendent porter contre eux une condamnation sans nuances. Il est intéressant de voir ces réactions de bon sens s'exprimer pour la première fois dans la presse allemande.

« Speer et Schirach avaient été condamnés, non par un tribunal allemand, mais par un tribunal allié. Ceux qui, en Allemagne, estiment devoir, aujourd'hui, leur chercher querelle oublient qu'ils appartiennent à « un peuple qui avait porté Hitler au pouvoir par une majorité dépassant 90 p. 100 des suffrages et qui a, actuellement, pour chef d'Etat, un homme auquel il est reproché d'avoir participé à la construction de camps de travail forcé ». Il conviendrait donc mal à ce peuple,

décl
jeun
don
que
date
de
trav
vail
enti
«
jour
jeun
anal
Alle
sédu
à co
s'ils
«
Bier
était
enti
et s
le F
ce
talen
ges
par
gné
ont
qui
dit.
«
cont
rend
léger
leur

déclare M. Henri Nannen, de s'ériger en justicier. La jeune génération allemande ne nous a pas, jusqu'ici, donné la preuve qu'elle aurait agi, en 1933, autrement que ses aînés. On ne doit pas perdre de vue qu'à cette date, « *alors que le pays avait souffert de longues années de chômage et de famine; un homme vint qui promit du travail et du pain. Et qui, effectivement, donna le travail et le pain* ». Les dirigeants politiques du monde entier lui témoignaient alors des égards flatteurs.

« Mieux, poursuit M. H. Nannen, « *lorsque je lis les journaux d'étudiants, je n'ai pas l'impression que les jeunes d'aujourd'hui, s'il sévissait une crise économique analogue à celle de 1933, seraient mieux armés que les Allemands de cette époque pour résister à l'attraction du séducteur politique* ». Ils auraient avantage, en tout cas, à connaître plus exactement la nature de cette séduction s'ils désirent la combattre.

« *Qui était Hitler ? Au commencement a-t-il voulu le Bien ? A-t-il été corrompu par l'exercice du pouvoir ou était-il fondamentalement méchant ? Car enfin un peuple entier, avec ses soldats et ses commerçants, ses docteurs et ses artistes, ses ouvriers et ses universitaires, a suivi le Führer sur le chemin de l'abîme. Comment expliquer ce phénomène ?* » Speer, avec son intelligence et son talent, aurait été, de toute manière, l'un des personnages les plus en vue de l'économie allemande. Schirach, par son passé et son tempérament, ne semblait pas désigné pour s'enrôler sous la bannière nazie. Tous deux ont subi la « *fascination* » de Hitler. Il y a là un fait qui mérite l'analyse. Parler de « *fatalité* » est trop vite dit. Surtout quand toute une nation est engagée.

« Le numéro de STERN, où est publiée cette lettre contient de nombreuses photos des deux condamnés rendus à la liberté. Sous l'une d'entre elles, cette légende : « *Ces deux hommes avaient pleinement assumé leurs responsabilités à Nuremberg, alors que d'autres*

accusés cherchaient des échappatoires et que des millions d'Allemands juraient qu'ils avaient toujours été « contre ». »

« On peut noter aussi les paroles prononcées par l'ancien inspecteur de la Wehrmacht, le général Foertsch, à la réunion des titulaires de la « Ritterkreuz » à Goslar : « La tradition n'est pas un retour en arrière, mais un faisceau de vertus indestructibles qui doivent continuer d'habiter le soldat allemand. La résistance aux ordres ne saurait être érigée en principe. Commandement et obéissance doivent rester le fondement de l'armée. »

Plus de 300 officiers et sous-officiers de la 2^e guerre mondiale participèrent à cette réunion. Le comité directeur avait tenu à préciser qu'elle avait essentiellement pour objet de répondre à toutes les émissions télévisées dont les auteurs semblaient trop souvent se complaire à déconsidérer les qualités qui doivent rester celles du véritable soldat allemand. »



L'excellente revue Itinéraire dirigée par Jean Madivan, donne des bonnes feuilles du nouveau livre de Michel de Saint-Pierre, Ces prêtres qui souffrent. Le passage cité reproduit et commente un article de l'abbé Louis Coache paru dans Le Monde et la Vie, en juin 1966, dont voici quelques extraits. Parlant des fiches catéchistiques qui servent actuellement de manuels pour l'enseignement de la religion, l'abbé Louis Coache écrit :

« Toute la présentation de ces fiches insinue le culte de l'homme et la grandeur du monde au mépris des valeurs surnaturelles et éternelles ; elle pousse l'esprit des jeunes à tolérer l'erreur et le péché, finalement à se détacher de l'unique vérité.

« Il y a les fiches distribuées aux diocèses de Rennes et de Vannes, les fiches de l'abbé Berthier, les fiches dites d'Amiens, et d'autres... Les unes et les autres vont parfois jusqu'au blasphème ou la dégoûtation.

« Par exemple, classe de 5, on apprend aux garçons et aux filles à « s'émouvoir » des indispositions qui arrivent à celles-ci ! (c'est ignoble, et j'ose à peine le rapporter).

« Par exemple, la Sainte-Messe est présentée comme une chose désagréable, un pensum, ou bien un pique-nique, ou encore une potence et un pendu... (on ne fait pas mieux pour faire perdre le sens du sacré).

« Par exemple, sous le titre : « Je suis croyant mais non pratiquant », on trouve au milieu de la fiche, un gros sous-titre : « Jésus n'a cessé de s'affronter durement avec les « pratiquants » !

« Par exemple, dans la fiche titrée : « Tu aimeras, Dieu est amour », la beauté du corps est exaltée, Notre Seigneur est présenté comme « un bon vivant », aimant la danse, les parfums, les corps bien faits, les relations entre les gars et les filles. Il est insinué que Jésus a pardonné à la femme adultère... à cause de son corps ! La plupart des articles glorifient la sexualité et dégoutent de sensualité.

« Sur le plan liturgique et sacramentaire tout un clergé nous fait glisser jusqu'à l'hérésie et l'abomination...

« Passons sur tous les commentaires « socialo-marxissants » au cours de l'action liturgique et tout ce qui vient ruiner la dévotion, la prière intérieure, l'amour vrai du Christ-Jésus et de Notre-Dame.

« Ils en arrivent, hélas ! jusqu'à anéantir les réalités sacramentelles. Ainsi le sacrement de Pénitence, administré collectivement et selon certains procédés, se trouve-t-il privé d'éléments essentiels et donc stérile sur le plan sacramentel. Ainsi le Très Saint Sacrement de l'Eu-

charistie, méprisé dans sa réalité de Présence par tant de prêtres jeunes ou moins jeunes, va-t-il en certaines églises jusqu'à être jeté au rebut une fois distribuée la sainte communion ! Devant un tel sacrilège, comment voulez-vous que des fidèles ne perdent pas la foi ?

« S'agit-il d'une hérésie ? Le néo-modernisme n'est pas seulement, comme le modernisme, le « ramassis de toutes les hérésies » ; le néo-modernisme va beaucoup plus loin : il tend à supprimer la religion et à détrôner Dieu.

« Les moyens employés ? Ils apparaissent extrêmement variés et étagés, se cachant sous les meilleures apparences ; ils visent tous d'une manière ou d'une autre à minimiser ce qui est Dieu, ou surnaturel ou sacré, à rabaisser l'autorité, à faire vaciller la vérité ou la morale, pour mettre en valeur le monde, l'homme, le profane, finalement le péché et l'erreur. Et les procédés, les initiatives les plus effarantes, les désobéissances les plus perfides se font jour, sous les faux-semblants de charité, de fraternité, de loyauté ou de pauvreté.

« Tous ces moyens s'attachent finalement au même procédé : *garder les mots anciens mais les vider de leur sens, de telle façon que les fidèles changent de vérité sans s'en apercevoir.*

Dans un autre article de La Vie Catholique, cité au même endroit, l'abbé Louis Coache signalait encore :

« La publication dans le mensuel « *Rallye* » (édité par « *La Bonne Presse* »), sur une page entière (2), d'une chanson totalement immorale :

« *Oui, je veux me saouler à la vie, je veux faire toutes les choses qu'il ne faudrait pas faire... je veux vivre la nuit, je veux goûter l'amour...* »,

sans le moindre correctif d'ordre moral, avec le simple commentaire suivant : « Cette chanson sait traduire les aspirations souvent inexplicables des jeunes. »



Rivarol, à nouveau, se demande pourquoi le Saint Père est si pressé de voir se terminer la guerre du Viet Nam :

« Tout se passe comme si la guerre du Vietnam était, pour le Saint Père, ce que la guerre d'Algérie fut pour le général de Gaulle : un obstacle à de grands projets et qu'il faut d'abord surmonter. Pour amorcer le grand dialogue avec le monde, annoncé dans son Encyclique « Ecclesiam Suam », le Pape doit, en effet, parvenir préalablement à mettre un terme à cette guerre du Vietnam, où les catholiques sont engagés comme tels, les armes à la main, contre le communisme. La négociation, si désavantageuse soit-elle — du point de vue politique et même du seul point de vue des intérêts tangibles de l'Eglise — la négociation est alors la condition préalable, obligatoire, à l'avènement de nouvelles relations entre religions et idéologies diverses et à l'ouverture d'un « dialogue » pacifique. Comprenez-moi bien. Il est évident que, quelles que soient les circonstances, le Pape veut la paix, mais il est d'autant plus pressé de l'obtenir et d'autant moins attentif aux conséquences plus lointaines, d'autant moins économe de sacrifices à consentir, que, de cette paix, dépendent la réalisation de ses grands projets et la suite de son action. D'où ces appels à la négociation dont il est à craindre qu'elle sera engagée même dans des conditions où elle ne ménagerait pas toutes les garanties nécessaires. »

*
**

Dans Lumière organe ronéotypé catholique (9, rue Aspirant Leuregans, Boulogne-sur-Mer, Pas-de-Calais), un article sur le mouvement polonais « Pax » dont voici quelques extraits :

« Quelle différence y a-t-il entre le « PAX » polonais et la « MAFFIA » française ?

« Au fond, il n'y en a pas ; tous deux poursuivent le même but ; la désintégration de l'Eglise Catholique dans chacun des deux pays.

« Les méthodes diffèrent parce que les situations diffèrent.

« Paradoxalement en Pologne, (sous régime communiste) le ver n'est pas dans le fruit.

« En France, (sous régime « libre ») le ver est dans le fruit et l'a profondément atteint : les « organismes collectifs » de l'Episcopat sont rongés, et si la grande majorité des Evêques est réfractaire (bien qu'apparemment impuissante), il en est quelques-uns (pas nombreux, mais actifs) qui contribuent au succès du *noyautage collectif*.

« En Pologne, l'opération n'a pas réussi, car, en 1957, le « dégel » provoqué par la révolution hongroise a ouvert les yeux.

« En France, l'anesthésie a été remarquable. Jusque ces temps derniers, l'Eglise « de » France semblait ne pas réagir de façon inquiétante. Mais voici que quelques « groupuscules » se sont mis à publier des périodiques qui font leur petit bonhomme de chemin et qui ouvrent les yeux.

« Cela devient scandaleux, et on veut à tout prix les empêcher d'exercer leur influence.

« Après avoir fait disparaître l'ancien *index*, il est urgent d'établir un *nouvel index*, car personne ne doit avoir le droit de parler de la MAFFIA ni surtout du noyautage des « organismes collectifs » de l'Episcopat. »



« La Presse », journal des services officiels portugais dénonce l'existence de l'Internationale communiste qui a

perm
lonis
conju

«
cond
ries
où e

lectiv

«

faisa

«

un c

prép

strat

«

qu'il

vaier

l'éco

lecti

«

guer

guer

autr

«

guer

sité

voca

a tr

«

ne j

«

fonc

permis de faire surgir des problèmes comme la « décolonisation », qui sont la preuve évidente d'une action conjuguée.

« Si l'on ne veut pas demeurer dans le « club des condamnés à mort », des « vieilles démocraties pourries » il faudra accepter la guerre sur le terrain réel où elle nous est faite : le terrain de la psychologie collective et de la guerre subversive.

« Dans son *Histoire de l'Armée soviétique*, M. Garder faisait une observation essentielle :

« En Occident, disait-il, la stratégie désignait naguère un domaine strictement militaire, qui était celui de la préparation et de la conduite des grandes opérations. La stratégie était la « partie noble » de l'art militaire.

« Et il montrait comment, peu à peu, on s'est aperçu qu'il y avait d'autres domaines où des opérations pouvaient être conçues et conduites, par exemple, ceux de l'économie, de la politique et même de la psychologie collective.

« Mais tandis qu'à l'Occident, on persistait à distinguer *Politique* et *Stratégie*, temps de paix et temps de guerre, les Soviétiques eux, posaient le problème tout autrement.

« Considérant l'évolution historique comme une guerre permanente elle évoquait à leurs yeux la nécessité d'une stratégie globale, c'est-à-dire à la fois par sa vocation mondiale et parce qu'elle englobait tout ce qui a trait à l'homme et à ses rapports sociaux.

« La lutte était donc permanente et unique, aucun fait ne pouvant être conçu hors de cette optique de lutte.

« Si bien que tous les faits devaient être étudiés en fonction du but final de la lutte. »



Notes de lecture

Victoire pour l'Armée Secrète, par Tom BARRY (Collection Action).

« La Colonne Volante attaquerait chaque fois qu'elle pourrait infliger plus de pertes à l'ennemi qu'elle n'en subirait. Elle choisirait son propre champ de bataille et, chaque fois que cela serait possible, elle refuserait le combat, si les circonstances lui étaient défavorables. En revanche, elle rechercherait l'ennemi et lui livrerait bataille, sans relever toujours obligatoirement son défi. »

Telle fut la doctrine de guérilla des nationalistes irlandais, de la proclamation d'Indépendance de Pâques 1916 (il y a tout juste 50 ans) au cessez-le-feu du 11 juillet 1921 : Mao Tsé-toung n'a rien inventé...

Tom Barry, ancien major général de la Colonne Volante du west Cork nous livre ici une partie de ses mémoires dans un volume au rythme soutenu où se succèdent sans arrêt plans, projets, embuscades, coups de main et opérations de commandos. La Collection Action reste ainsi fidèle à sa ligne de conduite : nous offrir chaque fois un récit de première main, direct, dénué de tout verbiage intempestif, récit d'un Volontaire, d'un Militant engagé, là ou ailleurs, dans un combat sans merci livré pour être enfin libre « d'être soi-même ».

On n'oubliera pas, dans cette lecture passionnante d'une valeur historique certaine, que 50 ans après l'I.R.A. demeure toujours dans la clandestinité, que ses membres sont encore emprisonnés à Belfast comme à Dublin (cf. « Le Monde » du 26-4-66), que l'Ulster reste aux mains des Anglais et que le 7 mars dernier, après 157 ans de défi à l'Irlande, la statue de Nelson à Dublin, qui se dressait à quelques centaines de

mètres des lieux sanglants des Pâques 1916, a été proprement dynamitée, les autorités ayant refusé de lui substituer celle d'un héros nationaliste irlandais.

L'Histoire, ce n'est pas que du passé...

F. E.

Les Carnets d'un Fédéré, par Martial SENISSE (Collection « Action », 13,90 F).

Nous parlions, dans notre dernier numéro, de la Commune de Paris. Or voici précisément que Jean-André Faucher vient d'exhumer le journal d'un jeune compagnon maçon un peu gauche et timide qui, « monté » à Paris le 25 février 1871, se trouve entraîné, presque malgré lui, dans les flots bouillonnants du mouvement populaire insurrectionnel.

Au fil des pages et des journées, il y a bien sûr l'histoire d'un amour « trembleur comme une flamme ».

Mais il y a surtout, pour nous, une leçon politique que ce dialogue suffit à résumer :

« Ce matin, je me suis encore une fois disputé avec Thoumieux au sujet de l'Internationale.

— Je veux bien faire un bout de route avec les gens de la Corderie... mais cette bande-là n'a pas de patrie. Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! Est-ce que tu veux t'unir aux prolétaires prussiens, mon petit Martial.

Je lui ai répondu que la Commune avait jailli précisément de la colère contre les Prussiens et du désir du peuple de venger la patrie.

— C'est bien la preuve, mon garçon, que les raisons de la Commune ne sont pas celles de l'Internationale, que la Commune n'est qu'un moyen pour Marx et ses amis, que le nationalisme prolétarien exprimé par la Commune en face de Versailles n'a rien de commun avec l'internationalisme professé par la bande de la Corderie du Temple. »

Bilan : 30.000 prisonniers et 30.000 massacrés. Parmi ces morts, celle-ci, par exemple :

« Thoumieux... a été pris les armes à la main, et un colonel a voulu le fusiller sur un tas d'ordures. Thoumieux a protesté.

— Je me suis battu bravement, il a dit. J'ai le droit de ne pas mourir dans la merde.

Alors, il a traversé calmement la rue, il s'est adossé à une façade, et il est tombé sous les balles des lignards. »

Comme le conclut le **Figaro** (déjà !) du 8 juin : « Nos soldats ont simplifié la besogne des cours martiales de Versailles en fusillant sur place ».

Il est permis, devant ces barricades, de songer à celles qui s'élèveront en janvier 1960 pour lutter, elles aussi, contre l'abandon. Il est permis, en entendant parler du colonel Louis Rossel, de songer à un autre lieutenant-colonel, lui aussi polytechnicien, lui aussi condamné à mort et fusillé...

F. E.

La France des minorités, par Paul SERANT (Ed. Robert Laffont, 18 F).

Nous connaissions déjà de Paul Sérant *Les Vaincus de la Libération*, *Le Romantisme fasciste et Salazar et son temps*, sans parler d'autres études de politique contemporaine.

L'auteur nous offre aujourd'hui, sous un exergue emprunté à Jean Giraudoux (« La France n'est pas « une » dans sa terre et dans sa race. Ce pays, hautement majeur, est fait de minorité »), un examen méthodique et consciencieux du régionalisme en France.

Paul Sérant souligne d'abord les divers apports de la monarchie absolue, de la Révolution, de l'industrialisation capitaliste et du totalitarisme technocratique à l'idéologie centralisatrice en France, mais sans insister assez sur ces deux derniers apports, pourtant décisifs, et en s'attardant, en s'hypnotisant peut-être trop sur le jacobinisme, du moins à notre sens. C'est ainsi que le phénomène de la concentration urbaine aurait pu faire l'objet d'un développement particulier dans son déroulement historique.

Puis, se limitant volontairement aux particularismes fondés sur des données linguistiques, il étudie tour à tour les aspirations légitimes à l'indépendance ou à l'autonomie des Pays-Bas français, de la Bretagne, de l'Euzkadi (on remarquera à ce propos l'élaboration achevée du programme du mouvement *Enbata*), de l'Occitanie (qu'une récente « *Caméra explore le temps* », même pour les besoins d'une cause toute... laïque, a exaltée), de la Catalogne (dont l'unité historique et cultu-

selle est impressionnante : pensez à l'œuvre catalane d'un Raymond Lulle, par exemple !) de la Corse, de l'Alsace et de la Lotharingie.

Avec Paul Sérant, le lecteur s'étonnera de l'argument de « non-viabilité économique » opposé aux autonomistes. L'Algérie et les états africains francophones seraient-ils « viables » si la France ne les soutenait pas à bout de bras ? Et puis, le pays basque n'est-il pas trois fois plus grand que la Sarre ? Bilbao, avec ses 600.000 habitants, n'est-elle pas une métropole comparable à Dublin ou Edimbourg ? Enfin, quelle valeur peut conserver cet argument dans l'optique du Marché Commun ? Car automomie ne signifie pas isolationnisme !

Avec lui, le lecteur s'étonnera aussi du refus gouvernemental de rétablir l'Université de Corte, quand 2.500 étudiants corses doivent chaque année partir pour le Continent, quand cette Université pourrait attirer 5.000 étudiants en 1970 et quand les contribuables français offrent à l'Afrique les Universités de Dakar, d'Abidjan ou de Tananarive qui n'atteignent chacune que le demi millier d'inscrits.

A lire ce passionnant essai de synthèse, on en vient à regretter qu'il ne soit pas plus volumineux qu'il ne l'est déjà, plus fouillé, plus complet : c'est la meilleure louange qui puisse être adressée. Mais on ne peut déplorer cependant que la conclusion de Paul Sérant se cantonne dans une expectative vague et confiante.

Car cette lecture suggère plusieurs enseignements politiques importants qui n'ont pas tous été dégagés de la manière la plus souhaitable. Certes, l'avenir du régionalisme passe par l'abolition de l'Etat unitaire au profit d'un Etat de type fédéral. Certes, la survie des minorités passe également par l'élaboration de l'Europe. Mais l'auteur n'a pas mis en garde le lecteur contre les dangers d'une confusion possible avec le pseudo-régionalisme nivellateur et centralisé prôné par le régime ainsi qu'avec son Europe des trusts, mercantile et planifiée, qui tous deux se moquent bien de la défense des héritages culturels et historiques...

Commando sur Singapour, par Brian CONNELL (Collection Action).

L'exploit d'Ivan Lyon qui, par deux fois, à travers les mailles japonaises, parvint à poser des mines magnétiques sur la coque des navires japonais ancrés à Singapour, au cœur de l'empire nippon, est assez remarquable. Le récit, cependant, l'est moins : le lecteur risque de se perdre dans les noms des archipels de la mer de Java et, de plus, l'ouvrage n'offre aucun intérêt politique. Un bon récit d'aventure, malgré tout, pour les vacances.

Jean GRANMOUGIN, Histoire de Front-Populaire (1934-39)
Albin Michel. 476 pages. 21 F.

L'ouvrage de M. Grandmougin souffre d'un défaut de plus en plus fréquent dans les ouvrages historiques de ces dernières années, la substitution de l'œuvre journaliste à l'œuvre de recherche historique, l'histoire du Front Populaire est traitée par l'auteur comme une suite de dépêches journalistiques ; le lecteur a l'impression de lire « la chronique du mois », échelonnée sur des années et ne voit que l'aspect extérieur des choses. Bonne chronique du Front Populaire, le livre de Jean Granmougin n'apporte aucune explication sur les motifs profonds du renversement de l'attitude communiste (déjà évidente à Moscou avant 1934), sur le déroulement, au sein du PC, de la lutte entre THOREZ et DORIOT. L'opposition au Front Populaire n'est esquissée que par une vague description des cortèges du Front National (surtout Croix de Feu) et un ajout bout à bout des déclarations des leaders de la droite française, le livre, d'ailleurs intéressant et vivant, donne une impression d'inachèvement. L'orientation politique de l'ouvrage, tout en restant objectif, apparaît comme nettement anti Front Populaire. Les deux citations en exergue sont de Robert Brasillach. Livre à lire comme synthèse descriptive mais à compléter par des ouvrages plus fouillés.

Joseph Goebbels : « Combat pour Berlin »

Au mois de novembre 1926, le N.S.D.A.P. se remet lentement des suites du putsch de Munich.

Un jeune Rhénan, Joseph Goebbels, qui avait travaillé à l'implantation du parti dans le Ruhr, en grande partie marxiste, est remarqué par Adolf Hitler pour ses qualités d'orateur,

d'organisateur, et surtout, pour son génie de la propagande. Il décide de l'envoyer à Berlin, où le parti est quasi-inexistant, avec les pleins pouvoirs pour redresser la situation .

« **Combat pour Berlin** » c'est d'abord le récit épique d'une longue année, 1926-1927, au cours de laquelle le N.S.D.A.P. brisera avec fracas le complot du silence, attaquera violemment les marxistes sur leur propre terrain, celui de la rue, tiendra des réunions devant des foules toujours plus grandes, troublées par des provocateurs toujours plus nombreux, et se terminant par des combats toujours plus meurtriers

« **Combat pour Berlin** » c'est l'apologie des S.A. de la vieille garde berlinoise, hommes durs issus pour la plupart de milieux populaires qui, au sorti d'une journée de travail ou d'attente dans un bureau de chômage, revêtent une chemise brune pour une soirée dont ils ne savent pas si elle se terminera en prison, à l'hôpital ou à la morgue. Hommes d'une totale abnégation auxquels le parti doit son implantation dans Berlin-la-rouge. Dans son combat, pour Berlin, le N.S.D.A.P. n'aura que des ennemis :

— **Les Communistes** qui multiplient les agressions isolées sur les S.A. et les provocations, car ils savent que c'est la lutte à mort, et qu'elle ne se terminera que par l'écrasement de l'un ou de l'autre des antagonistes. Le K.D.P. et le N.S.D.A.P. ont tous deux un besoin vital de s'annexer les masses populaires, quand les communistes ne tiennent pas la rue, ils ont les reins brisés. Ils le savent, mais Joseph Goebbels le sait aussi

— **Les Socialistes** qui, au gouvernement et en particulier à la préfecture s'emploient, par tous les moyens légaux à empêcher le parti N.S. de poursuivre son action. Il pensera y avoir réussi quand le préfet prononcera son interdiction, mais comme le dit le slogan « interdit... pas mort ! »

— **La presse** qui, de la bourgeoisie capitaliste au communisme révolutionnaire est unie pour stigmatiser l'attitude des sections d'assaut et les actes antisémites des N.S. A Berlin, tout l'éventail de la presse sera hostile au N.S.D.A.P. jusqu'à ce que « des Augriff », l'attaque, diffusé par des S.A. reconvertis en marchands de journaux, permette au parti de faire entendre sa voix.

« Combat, pour Berlin » c'est encore un récit splendide du congrès du parti à Nüremberg, récit des sacrifices des militants berlinois, se privant de tout pour payer le voyage, ou partant à pied trois semaines à l'avance, pour diffuser leurs idées dans les villes de passage. C'est aussi pour les meurtres du gau berlinois dissout, la preuve qu'il est appuyé par un parti puissant, et que son combat n'est pas vain.

Mais « Combat pour Berlin » ce n'est pas que cela : c'est l'exposé des idées de Joseph Goebbels sur la propagande politique hors de son arrivée à Berlin, le futur ministre a fort bien compris que les conditions n'y étaient pas les mêmes que dans le reste du Reich.

Berlin est une ville plus légère, moins sérieuse que le reste de l'Allemagne, et le brocard, le calembour y sont fort prisés. Celui qui met les rieurs de son côté est assuré du succès. Le problème était donc d'adapter la propagande du parti à ces données.

Joseph Goebbels y a brillamment réussi. Doué d'une plume virulente et d'un humour mordant, il a trouvé parmi ses adversaires des « Têtes de Turc » qui sont vite devenues la risée du petit peuple berlinois.

Il a aussi compris que la propagande par tract dans une ville de cette taille était inefficace, et que seules des réunions de masse étaient capables d'assurer à son parti un renom suffisant.

Quand le parti fut dissout, tout se trouva remis en question. Goebbels trouva vite la parade : lancer un journal et faire des différentes sections du mouvement des comités de soutien de la publication « des Augriff » permit aux militants de rester unis, et les sommes qu'il rapporta pallièrent à l'absence des cotisations.

« Combat pour Berlin » édité en 1931 est un témoignage de confiance en l'avenir Goebbels pensait, avec raison, que soutenu par de tels hommes, le parti ne pouvait qu'aller vers la victoire. C'est aussi l'un des textes politiques capitaux pour la compréhension de la lutte que durent livrer les nationaux-socialistes pour parvenir au pouvoir.

Christian de BONGAIN

endide
s des
oyage,
leurs
urtres
ar un

c'est
gande
stre a
nêmes

reste
prisés.
uccès.
arti à

plume
ni ses
venues

s une
nions
renom

estion.
faire
outien
ts de
sence

ignage
t, que
r vers
pitaux
er les

N

Les Défenseurs de l'Occident

LISENT

Occident - Université

Mensuel Nationaliste

Directeur : **P. ASSELIN**

Rédacteur en chef : **F. DUPRAT**

8, rue Boyer-Barret, 8

PARIS XIV^e

30

86